



Marseille Plus PROVENCE

le Mag'

L'actualité économique, culturelle et politique de Marseille et de sa région

www.marseille-plus.fr



Frédéric Vigouroux :
Maire de Miramas - Administrateur ANRU
Page 30



Jean Claude Gaudin
Sénateur Maire de Marseille

SÉCURITÉ À MARSEILLE : Un enjeu capital pour 2013



Le Silo : Un bel équipement
pour Marseille Provence 2013
Page 15



Eugène Caselli :
Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Transport : Un axe déterminant



Marseille Plus PROVENCE le Mag'

L'actualité économique, culturelle et politique de Marseille

- ➔ Retrouvez toute l'action des quartiers et des grands travaux de Marseille et sa région
- ➔ Journal gratuit distribué auprès de nos partenaires, commerçants et associations
- ➔ Télécharger gratuitement la version digitale de Marseille + sur :
www.marseille-plus.fr



POUR COMMUNIQUER SUR MARSEILLE PLUS LE MAG :

Port. : 06 64 01 99 21

Site web : www.marseille-plus.fr

E-mail : info@marseille-plus.fr

boualem.aksil@gmail.com



UNE GRANDE MUTATION POUR 2013

Il y a quelques mois, les Français ont donné la victoire aux socialistes avec l'élection de François Hollande à la tête du pays. C'est un changement notable, trente et un ans après l'élection de François Mitterrand, le 10 mai 1981. Pour la nouvelle majorité, une nouvelle ère commence. La tâche sera dure avec de nombreux dossiers importants et de nombreux défis à relever. Ce sera le cas notamment de la sécurité. A Marseille, ce sujet prend une place considérable. Le partenariat entre la police municipale et nationale a d'ailleurs pour objectif d'aboutir à une plus grande efficacité.

Mais le changement, c'est à Marseille que l'on peut le constater avec un vaste chantier sur le Vieux Port qui préfigure ainsi l'un des plus grands espaces publics d'Europe. Les villes de la ceinture verte ne sont pas oubliées, loin s'en faut! Allauch avec ses célèbres animations liées aux traditions provençales et Plan-de-Cuques, jolie commune qui se modernise, excellent dans bien des domaines. La ville de Plan-de-Cuques a d'ailleurs reçu la Marianne d'or pour gestion en matière de maîtrise des finances et de la fiscalité. La Ville a par ailleurs reçu trois fleurs, signe d'une grande qualité de son cadre de vie. La Communauté urbaine et le Conseil général viennent d'apporter leur concours à trois projets d'aménagement urbain. Nous avons souhaité également présenter des projets remarquables dans le Pays d'Aix, à Vitrolles, avec la maison de quartier des bords de l'étang ou dans la cité du Roy René, avec le château de l'Horloge. Nous avons souhaité aussi nous pencher sur deux versants de la politique de la ville, en rencontrant deux acteurs de sensibilité différente, dans deux communes distinctes qui œuvrent avec brio pour la rénovation de leur ville, Valérie Boyer, présidente de Marseille Rénovation urbaine, et Frédéric Vigouroux, conseiller général délégué à la politique de la ville avec la mise en lumière d'un projet emblématique, La Maille II à Miramas.

Enfin, un coup de projecteur sera donné sur trois acteurs incontournables du paysage cinématographique, Eliane Zayan, élue en charge du 7e Art, et deux directeurs de salle qui mènent une politique innovante et ambitieuse, l'un à Marseille, Frédéric Perrin, directeur du cinéma Prado, et l'autre, à Aubagne, Magali Balian, son homologue du cinéma Pagnol. A l'orée de 2013, Marseille-Provence a tout d'une capitale européenne de la culture.

Boualem Aksil
Directeur de la Publication

SOMMAIRE

PORTRAIT

Patrick Menucci : «Marseille Provence 2013 : Il y en aura pour tous les goûts».....	2
Valérie Boyer : une militante infatigable.....	3
Martine Vassal : Une forte personnalité au service de sa ville.....	4
Gaëlle Lenfant : un combat républicain pour la parité et contre l'extrémisme.....	5
Gérard Vitalis : «L'action, ce sont les hommes au milieu des circonstances».....	6

EN BREF

L'actualité en bref.....	7
--------------------------	---

TRANSPORT

Les transports au cœur de la dynamique urbaine.....	8
---	---

SILO D'ARENÇ

L'Olympia de Marseille a déjà ses fans !.....	15
---	----

PORTRAIT

Patrick Ricard : un valeureux capitaine.....	16
Paul Ricard d'un homme visionnaire à une multinationale.....	16
Inauguration du Pôle Emploi de Château Gombert.....	17

INTERVIEW

L'économie Marseillaise peut-elle survivre à la crise actuelle ?..	18
--	----

EDUCATION

L'Education, une priorité pour le département.....	21
La vie de château pour les jeunes élèves.....	22
Eugène Mazenod : Un nouveau collège sur les fonts baptismaux.....	25

COMMUNES

Une terre de traditions.....	26
La Ville se dote de nouveaux équipements.....	28
Frédéric Vigouroux : L'espoir est collectif.....	30
La Maille II dans le neuf de la rénovation.....	31
Château de l'horloge : un nouvel espace de vie, au cœur du Jas de Bouffan.....	34
Une maison accueillante pour mieux vivre ensemble.....	35
Danielle Garcia : «Ce n'est que du bonheur lorsqu'on peut améliorer les choses !».....	36
Au Pagnol, à Aubagne, le 7ème art côtoie l'opéra.....	37
Le sens de l'authentique.....	37

PRÉVENTION

«Nous essayons de créer du lien dans les quartiers sensibles».....	38
La médiation sociale, un outil de prévention de la délinquance et de cohésion sociale.....	40
La sécurité : un enjeu essentiel pour la ville.....	41

ARMÉE

«On ne naît pas soldat mais on le devient».....	44
---	----

DROIT

La délinquance «à col blanc» ou la prise illégale d'intérêt.....	46
--	----

CULTURE

Frédéric Perrin : un acteur de premier plan.....	48
Eliane Zayan : Chantre de l'humour au féminin.....	49
Le moine des cités.....	51
les beaux jours du dialogue interculturel en Méditerranée.....	52

MARSEILLE PLUS LE MAG N° 7

Maison des Associations

93, la Canebière - 13001 MARSEILLE - BP 424

Tél. : 06 26 01 99 21

Site web : www.marseille-plus.fr

E-mail : info@marseille-plus.fr

Directeur de la publication / Président Marseille Plus : Boualem AKSIL

Directeur de la rédaction : Jean-Pierre ENAUT

Rédaction : Coline PARIS, Elisabeth LAUMY, Djamel DIDOUNE, Vino PIERA, Nadège LAURENS, Catherine PETZIMSKY, Michèle DI PALOMA AZARIAN, Gaëlle CLOAREC, Julien DAVID, Joëlle FERRIGNO DAVID, Jean-Pierre ENAUT, Agnès OLIVE

Conception et mise en page :

GRAPHIQUE & COM' - www.graphique-com.fr - 04 91 64 42 07 - 06 13 78 41 19

Impression :

S.PI - Z.I DU PRÉ DE L'AUDE - 13240 SEPTÈMES

N° Siren : 509 628 749 00012

Dépôt Légal : 23 juillet 2010

Patrick Menucci :

«Marseille Provence 2013 : Il y en aura pour tous les goûts»



Ancien Vice-Président du Conseil Régional PACA délégué à la culture, Patrick Menucci, est maire des 1er et 7ème arrondissements de Marseille, et député depuis les dernières élections législatives. Il défend une politique culturelle éclectique dans son secteur, en première ligne pour Marseille Provence 2013. Entretien exclusif.

Lorsqu'on lui demande qui il est, Patrick Menucci n'a pas l'air de comprendre la question. Il renvoie le malheureux interlocuteur à la page de son blog où figure son CV d'homme politique, lequel est plutôt succinct et laisse l'internaute curieux de son parcours «dans le civil» - voire de sa personnalité - sur sa faim. Sans doute fait-il partie des personnages publics qui estiment que leur action doit parler pour eux, et il ne lui en sera pas fait reproche. A l'heure où Marseille entame la dernière ligne droite avant l'année 2013, où elle sera Capitale Européenne de la Culture, la rédaction de Marseille + le Mag' a donc choisi de se pencher sur la politique culturelle du Maire des 1er et 7ème Arrondissements. Pour mettre au point la programma-

tion de la saison, il a retenu un certain nombre de projets parmi de nombreux dossiers, principalement des artistes locaux et des associations avec lesquelles il a déjà travaillé par le passé.

Patrick Menucci déclare «faire au mieux avec peu de moyens». C'est pourtant un programme très étoffé qui est annoncé pour les beaux jours dans son secteur, avec un éventail extrêmement large de propositions artistiques. Il y en a pour tous les goûts : des concerts, de l'art lyrique au slam en passant par le flamenco, un patrimoine cinématographique assez rarement mis en avant pour que cela soit souligné, des projections en plein air, de la danse, des bals, des lectures, des rencontres

d'auteurs. Côté communautés, minorités, groupes en situation d'exclusion, un effort a été fait pour n'oublier personne : Arméniens et Africains, Roms, Musulmans sont à l'honneur, tout comme sont présentes les associations de femmes et le 3ème âge. L'univers scolaire est lui aussi convié : 2000 enfants participeront aux Rencontres Vocales les 1er et 2 juin, accompagnés par les étudiants du Centre de Formation des Musiciens Intervenants. Des Master classes d'accordéon sont proposées par le festival Accordémonde, et l'Orchestre de Jeunes de la Méditerranée (dont il a été élu Président l'an passé) donnera un concert à l'Anse de la Fausse Monnaie le 21 juillet.

Mais qu'est-ce qui fait que le Maire a l'air si peu enthousiaste ? Ne considère-t-il pas cette diversité comme un succès ? «Evidemment, voir 3000 personnes au Théâtre Silvain, cela fait toujours plaisir. Nous avons réouvert là un lieu magnifique, les relations avec le voisinage ont été aplanies et la Région nous soutient; seulement nous ne pouvons pas vraiment appuyer la création,

faute d'une réelle politique culturelle à Marseille.» La perspective de 2013 n'est-elle pas un moteur puissant ? «Bien-sûr que si, mais nous n'attendons pas que l'équipe de Monsieur Chougnat nous dise quoi faire, nous travaillons sur nos projets comme nous le faisons toujours. N'oubliez pas que rapporter au budget culturel d'une année habituelle 15 % de plus, ce n'est pas énorme.» Invité à détailler les projets liés à la Capitale Européenne de la Culture qui impliqueront son secteur, Patrick Menucci évoque succinctement la Folle histoire des arts de la rue, de l'art moderne sur la place Lulli et le Souk des sciences. Au final, on ne saura pas vraiment ce que le Maire pense de la culture, mais lorsqu'il accepte de poser pour la photographie devant illustrer l'article, c'est devant sa bibliothèque qu'il se positionne. «Oui, elle déborde même dans le couloir. J'en ai aussi mis une en place pour les employés de la Mairie, vous savez ?» Son visage s'éclaire légèrement, et il embraye avec un sourire sur Zarafa et son girafon postés au pied du bâtiment, sur la Canebière. On en conclura donc - peut-être hâtivement - que la cause des livres lui tient un peu plus à coeur que le reste.

Gaëlle Cloarec

1 - Retrouvez le en intégralité sur www.capsur2013.fr

2 - Borne d'échanges de livres (il y en a deux autres à Marseille, un rhinocéros dans l'Archipel du Frioul, et une sirène devant le Théâtre Silvain).

A portrait of Valérie Boyer, a woman with long brown hair, looking slightly to the right. The background is dark with golden laurel wreath motifs on either side.

Valérie Boyer : une militante infatigable

Élue en 2007 députée pour les 11e, 12e et 13e arrondissements de Marseille, Valérie Boyer est également adjointe au maire de Marseille, chargée de la politique de la ville et de la rénovation urbaine. Elle s'investit pleinement dans ce combat pour l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers de Marseille.

Fille de rapatriés d'Afrique du Nord et mère de trois enfants, Valérie Boyer est indéniablement une femme énergique et dynamique. Deux qualités qui ont permis à cette ancienne élève de Sciences Politiques d'Aix-en-Provence et de l'École Nationale de la Sécurité Sociale, de réaliser un parcours professionnel de cadre de santé pendant vingt ans avant de se lancer dans la vie politique. C'est en 2007 qu'elle remporte son premier combat, en étant élue députée, en remportant les élections législatives face au député sortant Christophe Masse. Elle a toujours placé son action au service de l'intérêt général et des valeurs de la famille et du travail. Attachée à l'environnement et à la qualité de vie des Marseillais, cette femme énergique plaide inlassablement pour une meilleure place des femmes dans la société. Valérie Boyer s'est engagée sur des sujets sensibles de manière courageuse et déterminée comme l'interdiction de la burqa dans l'espace public, la protection et la reconnaissance des Harkis, la défense des Chrétiens d'Orient. L'une de ses actions majeures a été la loi pénalisant la négation des génocides qui sera défendue malgré les pressions et les menaces. Considérée parmi les députés les plus actifs de la Région en 2009, Valérie Boyer a été élue valeur montante du Parlement en 2010 puis classée parmi

les cent cinquante femmes les plus influentes du monde en 2011 par deux journaux américains, à savoir : The Daily Best et Newsweek. Dernièrement, le magazine Marianne l'a classée meilleure députée de l'Assemblée nationale !

Rénovation urbaine

Depuis 2008, elle assume la fonction d'adjointe au maire de Marseille chargée de la politique de la ville et de la rénovation urbaine. «L'objectif est de "recoudre" sur la ville et non pas de créer des zones de relégation des populations», a expliqué Valérie Boyer qui préside le Grand Projet de Ville renommé "Marseille Rénovation Urbaine" en 2012. Les projets concernent de grands ensembles locatifs sociaux des années soixante devenus vétustes et des quartiers centraux dégradés. Au total, c'est un quart de la population qui vit en zone urbaine sensible. Avec l'engagement de l'Etat, via l'ANRU (Agence Nationale de rénovation urbaine), les collectivités locales et l'implication des bailleurs sociaux, c'est au total 1 milliard € qui vont transformer la ville, à l'horizon de cinq ans. Au total, cinq mille logements sont construits et sept mille sont réhabilités. Les habitats les plus dégradés sont détruits pour laisser la place à des ensembles résidentiels moins enclavés, moins denses et moins élevés. «Notre ambition est que les habitants vivent bien et que les citoyens de la commune aient une bonne image de ces quartiers», a précisé Valérie Boyer. Il s'agit tout d'abord de renouveler et de densifier

l'habitat, d'améliorer la voirie et les dessertes de transport en commun et enfin, de favoriser le dialogue et la concertation avec les habitants. Ces 14 projets ont pour ambition de favoriser la qualité architecturale et notamment les pratiques innovantes en matière environnementale comme sur les Hauts de Mazargues avec un projet d'éco quartier.

Attractivité du territoire

La rénovation urbaine a débuté bien avant la création du GIP. «Le Plan d'Aou remonte à vingt ans. Nous sommes en marche pour l'ANRU 2. On espère démarrer 2013 sur d'autres perspectives», a confié Valérie Boyer. Les nouveaux bâtiments sont construits ou réhabilités avec des objectifs de HQE et répondent aux critères de BBC (bâtiment basse consommation). Ils offrent une diversité de logements (locatif et accession) pour plus de mixité sociale dans les quartiers. Des voies nouvelles sont aménagées afin de mieux relier ces quartiers à la ville, des locaux d'activité sont créés, des équipements sociaux, écoles et crèches, sont construits ou réhabilités. Ambition majeure pour transformer ces quartiers et faciliter la vie des habitants, le GIP contribue à l'amélioration de l'attractivité du territoire. «Notre ambition est d'intégrer des projets de développement économique. À Mazargues, l'intégration du développement touristique s'est opérée naturellement», a-t-elle précisé. «Il existe à Marseille tous les atouts majeurs. C'est un enjeu fort de tirer parti de tous ces atouts», a-t-elle rappelé.

Jean-Pierre Enaut



Martine Vassal : Une forte personnalité au service de sa ville

Martine VASSAL est une personnalité forte de la vie politique phocéenne....Sur tous les fronts elle s'investit pleinement dans les projets auxquels elle croit et ils sont nombreux....Travailleuse et organisée, elle est une femme de conviction et de combats, elle adore sa ville et le prouve. Déjà reconnue elle gagne surtout à être connue.

Marseille Plus : Qui êtes-vous ?

Martine Vassal, Adjointe au Maire de la Ville de Marseille, en charge des emplacements publics et de la qualité de la ville. A ce titre, je préside une commission à la Communauté Urbaine (une Agglomération eco-responsable). Conseillère générale des Bouches du Rhône. Mariée, 2 enfants (20 ans et 17 ans)

Marseille Plus : Comment rêviez-vous à l'adolescence, votre vie professionnelle. A quoi ne vouliez-vous pas renoncer ?

Adolescente, je rêvais de faire un métier à l'international : diplomate ou ambassadeur. Je ne voulais pas renoncer à avoir une famille

Marseille Plus : Comment définiriez vous vos missions ?

ce sont des missions au service du public, qui doivent répondre à des réglementations et préserver l'intérêt général.

Elles doivent permettre de réaliser des projets au service de la cité, d'améliorer le quotidien de nos concitoyens.

Marseille Plus : Quelle a été l'épreuve (politique) la plus difficile pour vous ?

L'élection à la communauté urbaine d'Eugène Caselli au lieu de Renaud MUSELIER alors que notre camp avait la majorité sur le papier.

Marseille Plus : Votre meilleur souvenir (politique) ?

Le soir de ma première élection en tant que Conseillère générale : être élue, en son nom, sur un territoire, est une fierté.

Marseille Plus : Est-ce difficile d'être une femme en politique ?

Être une femme avec des responsabilités est difficile. Il faut travailler sans relâche et plus pour prétendre égaler les hommes. Concilier sa vie privée, familiale, professionnelle est un combat de tous les jours pour beaucoup de femmes. En politique encore plus qu'ailleurs car c'est à l'origine un monde d'hommes, où des lois ont du être mises en place pour améliorer la parité. Le chemin est encore long pour que nous soyons reconnues grâce à nos compétences.



Marseille Plus : Avez-vous des doutes ?

Je me pose souvent des questions sur mon action, son utilité, ce que je peux améliorer. Je me remets souvent en cause. Là où je n'ai pas de doute c'est sur la chance que nous avons d'être nés dans un pays comme le notre, qui nous a donné des bases solides de respect, de famille, de travail, de liberté. Je mènerai toujours le combat pour préserver ces fondamentaux.

Marseille Plus : Quels sont vos espoirs ?

Que notre ville et le territoire qui l'entoure continuent leur développement en offrant la meilleure qualité de vie possible, une diminution de la

pauvreté, des offres d'emploi encore plus nombreuses. Que notre pays conserve sa place sur l'échiquier international, que l'Europe progresse et se renforce afin de garantir la paix.

Marseille Plus : Marseille et trois qualitatifs ?

Ouverture, Modernité, Compétitivité.

**Propos recueillis par
Nadège Laurens-Paget**

Gaëlle Lenfant :

Un combat républicain pour la parité et contre l'extrémisme

Vice-présidente du Conseil régional, secrétaire nationale chargée des droits des femmes au PS, Gaëlle Lenfant est engagée avec fermeté pour l'égalité femme-homme, pour la sécurité et contre les idées xénophobes.

Candidate socialiste aux élections législatives dans la 11e circonscription des Bouches-Du-Rhône, Gaëlle Lenfant est un peu venue à la politique par indignation. «Mes parents n'ont jamais eu de carte de parti politique, mais étaient attachés à l'idée de citoyenneté, intéressés par l'engagement citoyen... J'ai toujours été baignée par ces valeurs» explique-t-elle. «J'étais proche du Parti socialiste, mais je n'avais jamais eu envie de franchir le pas de l'engagement, de l'adhésion. J'avais un peu d'appréhension, peur d'être muselée par le parti». Le choc, l'indignation qui va tout bouleverser, c'est «un certain avril». En 2002, au premier tour de la Présidentielle, Jospin est éliminé et Le Pen se qualifie. «On était avec des amis. Au-delà du fait de se dire que ce n'était pas possible, on a décidé de s'engager immédiatement». Le numéro de téléphone de la section locale du PS, à Aix, où demeure Gaëlle, est trouvé dans l'annuaire et c'est l'adhésion. Puis la vie de militante qui commence. «Je me suis aperçue que ce n'était pas tout à fait ce que je pensais. Il y avait de grandes idées, mais en même temps on se battait pour les choses concrètes de la vie quotidienne». Un engagement qu'elle prend très à cœur. «Je ne fais pas les choses à moitié». Même si l'histoire commence bizarrement: «ma première campagne était un brin "schizo" puisque je distribuais des tracs appelant à voter Chirac!» lance-t-elle en souriant. Mais en dix années la situation a bien changé... «Depuis, j'ai pris des responsabilités au sein du Parti

Socialiste. Je suis depuis 2009 secrétaire nationale chargée du droit des femmes. C'est un grand honneur pour moi! Je n'étais pas dans le sérail. Ça demande beaucoup de travail, un engagement constant et fort».



Gaëlle Lenfant est également vice-présidente du Conseil Régional chargée notamment de la sécurité. Aujourd'hui candidate aux Législatives face au député UMP sortant Christian Kert, l'élue régionale affiche sa détermination. «J'y vais pour gagner!» affirme-t-elle. Au-delà d'un engagement pour donner une majorité à François Hollande, Gaëlle Lenfant veut dénoncer «les passerelles qui se multiplient entre la droite et l'extrême-droite, les limites qui sont franchies! Il faut mettre en évidence les dangers que représentent ces idées nauséabondes! Tous les républicains

doivent se battre contre cela!». Il s'agit de se battre pour gagner «parce que je suis de gauche», mais de mener avec la même force «le combat des républicains contre les idées extrêmes».

Beaucoup de choses ont été cassées en dix ans !

Un combat que Gaëlle Lenfant mène aussi dans un autre domaine: celui de la parité. «C'est un travail de longue haleine. Le PS s'est donné des règles, la parité -c'est une première- se retrouve au gouvernement rappelle-t-elle. Mais le milieu politique est très machiste, car c'est le milieu du pouvoir... J'étais un peu féministe avant... Je suis devenue très féministe aujourd'hui: oui, c'est difficile d'être une femme dans la vie politique!». Et de rappeler la réflexion de ce maire, étonné qu'une femme «si jolie soit ca-

pable d'écrire sur son blog!». «Il n'avait même pas conscience d'avoir été blessant!». La parité, en politique comme dans la société dans son ensemble, reste pour elle un combat au quotidien pas très facile. «Les femmes ont besoin de montrer plus! Si, en plus, vous revendiquez la parité, il faut être blindée!». Gaëlle Lenfant députée s'attellerait à plusieurs tâches qui lui tiennent à cœur. «Le rôle du député c'est de voter les lois. Mais il est aussi élu sur un territoire, il a donc aussi un rôle de représentant de ce territoire à l'assemblée». Certaines thématiques sont également dans son programme d'action: «l'égalité femme-homme, la lutte contre le harcèlement, dont Najat Belkacem, porte-parole du gouvernement et ministre des droits de la femme, a fait une priorité. Je souhaite l'accompagner dans cette démarche». La sécurité est également un sujet qui lui tient à cœur. «C'est à la Gauche de parler de ces questions» explique-t-elle. «On a beaucoup à faire, beaucoup de choses ont été abimées, cassées depuis dix ans!».

Et de rappeler les thèmes xénophobes mis en avant, la suppression de postes de policiers, de la police de proximité, la réduction des moyens de la police et de la justice. «La police n'est plus respectée. Ce n'est pas acceptable! Elle fait partie des valeurs républicaines». Autant de questions sur lesquelles «J'ai envie de travailler» ajoute l'élue...

Julien David

Gérard Vitalis : «L'action, ce sont les hommes au milieu des circonstances»

Il aurait pu embrasser une multitude de fonctions au sein des industries ou du commerce, mais la destinée en a voulu autrement pour Gérard Vitalis, un homme charismatique. Marseillais de cœur et d'esprit, il voue sa vie à l'écoute de l'autre. Véritable force et fer de lance de la mairie du 6ème et 8ème arrondissement, il n'arrête que lorsque son agenda le lui permet.

D'origine grecque, Gérard Vitalis, né à Marseille, adhère très tôt aux sciences humaines. Après des études d'ingénieur et son service militaire dans les chasseurs alpins à Barcelonnette, il intègre l'entreprise familiale la S.A. Vitalis Frères et participe activement à son développement en qualité de directeur commercial puis directeur général durant vingt ans. Ce n'est pas l'incendie qui ravagea l'entreprise familiale, ni la spoliation des assurances qui vont le briser... Au contraire, il continue avec son père et assure le redressement de l'édifice. En 1982, il intègre un établissement de formation et d'insertion professionnelle de handicapés durant vingt quatre ans. Peu de temps après, il est élu animateur national du Groupe de Travail sur la Réinsertion Professionnelle des Handicapés, au sein de la fédération d'établissements spécialisés. À cinquante ans, il se lance dans des études de sciences humaines au sein de l'université de Rennes et obtient un diplôme d'État spécialisé dans l'insertion professionnelle de personnes handicapées. Cette expérience va lui forger un caractère trempé. Il prend en charge des groupes de personnes handicapées pour leur accompagnement à l'emploi : «73% des stagiaires qui ont terminé leur formation dans notre établissement, au centre de la Rouguière, retrouvent un emploi dans les trois mois». En 2003 il a été décoré de l'Ordre National du Mérite et en

2007, Jean-Claude Gaudin, lui remet la médaille des Palmes Académiques. Aujourd'hui, il reste au service de ses concitoyens qu'il connaît bien, particulièrement dans son secteur du 6/8. Les marseillais le sollicitent, lui présentent leurs espoirs et leurs difficultés car au-delà de sa sensibilité il sait fédérer, motiver et écouter ceux et celles qui sont en difficulté. Depuis près de 18 ans il consacre son temps aux institutions et associations. Homme de réseau et conviction, ce self-made-man poursuit son chemin en harmonisant son engagement social avec son parcours professionnel. Ses rencontres avec des personnalités pour lesquelles il a beaucoup d'admiration : l'abbé



bé Pierre, Jean-Claude Gaudin tout comme le professeur Jean-François Mattei furent pour lui des rencontres exceptionnelles, ce dernier éminent Professeur de Pédiatrie et Génétique Médicale, mondialement connu et actuellement Président de la Croix Rouge Française.

Au service de la cité

Ses succès, Gérard Vitalis les doit à son travail car d'aucun reconnaît en lui sa faculté de comprendre, d'écouter et d'aider. En 2002 il

reprend une association d'aide aux personnes âgées et handicapées en difficulté et en douze mois la redresse, en s'entourant d'administrateurs compétents. Ses contacts loyaux et fidèles lui reconnaissent une grande faculté d'organisateur et de gestionnaire. Il cumule ainsi ses fonctions de président de cette association qui compte maintenant environ 210 salariés, ainsi que Président de la Sidi Brahim des Bouches-du-Rhône (chasseurs alpins) et administrateur d'une importante société qui gère des maisons de retraite (AFP-GFP). Pour Gérard Vitalis, «il n'y a de réussite qu'à partir de l'intérêt que l'on porte à l'autre». Ce sont d'ailleurs des moments de vérité partagés un jour avec Henri Grouès, dit l'Abbé Pierre, fondateur du mouvement Emmaüs qui vont le conforter dans sa vision du monde. Depuis des années, il continue son combat pour les plus défavorisés en s'engageant dans des actions humanitaires avec diverses associations, en particulier le Lion's Club ou le Kiwani's. Admiratif de Jean-Claude Gaudin, il est très proche de Dominique Tian dont il est l'adjoint depuis plus de dix sept ans : «C'est par la force des choses et de soi que l'on peut aider son prochain, c'est la vie...». Ce père de cinq enfants et de dix petits-enfants, continue à sensibiliser les générations futures sur le devenir de notre belle cité phocéenne en organisant de nombreuses manifestations, en particulier le Téléthon pour la 17ème année consécutive avec une vingtaine d'associations et CIQ, sa 53ème «Conférences de Bagatelle» depuis qu'il est élu, la réception des nouveaux habitants des 6/8, des soirées au profit d'associations de handicapés. Il est soucieux de faire aboutir des projets associatifs, les demandes d'hommes et femmes sans emploi ou parents d'enfants handicapés, mais se libère malgré tout du temps pour le «mieux vivre ensemble». Il a fait sien cette citation de Vaclav Havel : «La vraie politique est simplement le service du prochain»

Djamel Didoune

L'actualité en bref...

Diversity Day

Signataire d'une charte de la diversité, EDF s'engage à promouvoir la diversité et l'égalité des chances. Depuis cinq ans, les «Diversity Day» sensibilisent les salariés du groupe à la thématique de la diversité.

EDF et le Réseau Essenti'elles se mobilisent ainsi, aux côtés du PLIE MPM, pour venir en aide aux femmes en recherche d'emploi. Leur objectif: apporter conseils et astuces pour retrouver un emploi durable autour d'un moment privilégié entre des femmes à la recherche d'un emploi et le femmes salariées du groupe.



Eloge de la Corse buissonnière



Né en 1948 à Sisco dans le Cap Corse, Jean Tomasini a, après des études secondaires en qualité d'interne au lycée de Bastia, poursuivi ses études secondaires sur le continent. Ancien élève de l'école nationale supérieure de la sécurité sociale, il a effectué toute sa carrière dans cette institution où il a occupé divers postes de direction. Aujourd'hui retraité, il se partage entre la Corse et le continent. Elu à la ville d'Alaïch, il se consacre également avec passion à l'écriture. Il a

achevé un bel opus intitulé «Au ras des pâquerettes» désormais en librairie. Ce recueil de portraits et de nouvelles, toutes inspirées de la vie d'habitants du Cap Corse, est une heureuse surprise à bien des égards. La fraîcheur de ton de cet ouvrage s'avère fort agréable dans le contexte actuel.

On y retrouve des personnages pittoresques, et même truculents. «Ce sont tous de grands seigneurs à l'humour redoutable et à l'ironie dévastatrice», confie allègrement l'auteur. Ce sont, il est vrai, de véritables conteurs nés à l'époque où la parole et le discours étaient les seuls moyens de communication. Jean Tomasini a brossé des portraits savoureux, et parfois même irrésistibles, qui nous emmène sur les chemins d'un humour parfois teinté d'émotion. Il sait avec brio nous convier dans les pas de cette Corse buissonnière avec ce superbe récit.

J.P.E

Une réception émouvante pour les anciens de Sciences Po



La puissance d'une Grande Ecole se mesure souvent à la puissance de son réseau de diplômés. Il a été fort possible de le mesurer aisément, le 7 juillet 2012, lors d'une soirée se sont retrouvés comme chaque année les anciens diplômés de Sciences Politiques à Aix-en-Provence autour de Stéphane Salord, son président. Véritable réunion de famille de l'école où ont été accueilli les anciens et les nouveaux élèves mais aussi les élus, les décideurs économiques et les représentants de la ville.

Toutes les générations se sont ainsi croisées, autour de cette démonstration d'intelligence et de solidarité. Il y avait manifestement beaucoup d'émotion et de souvenirs lors de cette soirée mémorable ! Cette prestigieuse école donne une chance égale à tout jeune d'où qu'il vienne, quelle que soit son origine, son quartier ou sa référence spirituelle. C'est un véritable réseau, qui prend sa source dans un vivier et dans la culture du savoir. C'est d'ailleurs ce qui lui permet de se développer et de créer de véritables passerelles.

J.P.E



Les transports au cœur de la dynamique urbaine

Que ce soit pour aller travailler, pour faire des courses, pour effectuer des démarches administratives ou tout simplement pour se promener, les déplacements font partie de la vie quotidienne. Quid des transports urbains à l'heure de l'écologie et des économies.

Alors que la société dans son ensemble ne se porte pas au mieux, alors que licenciements et plans sociaux se succèdent, les transports urbains vont plutôt bien et représentent un secteur en développement. A Marseille, la RTM est une entreprise en croissance, en mouvement, en conquête. Pour preuve sa dernière initiative de mise en service de la navette maritime attendue depuis des décennies par les marseillais, ainsi que de nombreux projets de développement. Une RTM qui se veut être au cœur même du développement de la ville et de son activité. « Je suis fier, ainsi que les 3 400 personnes de cette entreprise, car la RTM porte le développement de cette ville.

» souligne Karim Zeribi, son président. « Ma sensibilité écologique a du sens car nous mettons l'humain, les services et l'environnement au centre de nos préoccupations. La RTM est au cœur d'un projet de société, nous sommes dans un secteur de services publics, et nous devons servir nos concitoyens. » Les transports publics ont aujourd'hui toute leur place dans la ville. Face au prix de l'essence

devenu inabordable, à l'engorgement de la ville et à la pollution atmosphérique, les transports en commun constituent de toute évidence l'une des réponses adaptées aux enjeux économiques et écologiques du contexte actuel. Il est devenu urgent de laisser sa voiture personnelle de côté et de se déplacer autrement. Urgent de changer nos habitudes et de modifier notre rapport à la ville, à la société, au temps, à l'environnement. Ecologie, stress, pouvoir d'achat, tout converge vers les transports publics. « Plus nous rentrons dans une démarche collective, plus les marseillais vivront bien » ajoute Karim Zeribi. Les transports se doivent donc d'être au plus près des besoins, c'est-à-dire en adéquation avec les trajets demandés, et offrir la qualité souhaitée par l'utilisateur. Il est nécessaire de proposer des transports divers et complémentaires, attractifs pour les concitoyens, adaptés à leurs situations sociales avec une tarification juste et équitable. Qu'en est-il de la situation aujourd'hui?

Des sites propres pour les bus

« Globalement c'est un bon réseau du point de vue du territoire largement couvert, en particulier par le bus, qui rejoint quasiment toutes les zones de la ville et de ses environs » explique

Jean-Pierre Reboud, directeur général de la RTM. Un réseau largement fréquenté si l'on calcule le nombre de voyageurs par rapport au nombre de kilomètres effectués, y compris si l'on compare à d'autres grandes villes. C'est un réseau bien utilisé et productif, le nombre d'usagers progresse. La fréquentation a augmenté de 4 à 4,5% entre 2011 et 2010 avec une pointe sur le tram de 10% -transport récent puisque mis en service en 2008. Grâce à une politique conjointe MPM RTM, les tarifs se sont adaptés à toutes les catégories de population et grâce aux abonnements aujourd'hui 80% des usagers peuvent voyager pour un coût de 0,60€/jour. Et la prime transport a été une réelle avancée, puisqu'aujourd'hui toutes les entreprises sont obli-



gation a déjà été accomplie avec la mise en service du tramway. Maintenant, avec sa poursuite rue de Rome et les modifications du Vieux Port, une autre phase va permettre d'avancer considérablement. L'espace piéton du Vieux Port va sérieusement alléger la circulation automobile sur la Canebière, et permettre une fluidité des bus -moyen de transport qui produit aujourd'hui l'essentiel des kilomètres et transporte une bonne moitié des voyageurs.

Ce qui manque réellement ce sont des «sites propres», c'est-à-dire des voies dédiées, privilégiant au maximum ce transport et notamment aux intersections. Certes la topographie

de la ville n'arrange pas les choses avec des voiries souvent étroites, mais il faut y ajouter des insuffisances politiques et civiques concernant le non respect des voies réservées et des priorités données aux

transports en commun par rapport aux voitures. Pour Pierre Reboud : «Non seulement il n'y a pas suffisamment de couloirs de bus -c'est un problème extrêmement complexe qui oblige à revoir toute la circulation automobile- mais de plus ces couloirs sont très modérément respectés et ces pratiques insuffisamment réprimées. Les décisions de principe sont prises et confirmées, de tous bords politiques, pour donner priorité aux transports collectifs par rapport aux voitures individuelles. La conviction existe, reste à la mettre en œuvre, cela avance, prudemment.» La collectivité est donc d'accord pour ces améliorations, mais celles-ci se font au rythme budgétaire... lequel est parfois un peu lent et demande un effort. La Communauté Urbaine MPM est en train de mettre au point un schéma directeur des sites propres et d'ici un an nous devrions avoir une vision claire sur les évolutions à moyen et long terme.

Redynamisation de l'axe Nord-Sud

Nombreux sont les projets de la décennie et au-delà. Nous voyons concrètement une reprise du cycle des grands projets structurants de déplacement selon le Plan Transport élaboré par la Communauté Urbaine MPM, en collaboration avec la ville de Marseille et le concours financier du Conseil Général des Bouches-du-Rhône. Notamment le projet de réalisation de trois lignes de BHNS (Bus à haut Niveau de Service), dont l'une d'elle est prévue à échéance rapprochée, courant 2014, reliant les sites universitaires et technologiques Château Gombert et St Jérôme entre eux ainsi qu'au réseau métro via les stations de La Rose et Frais Vallon, conformément aux mesures d'accompagnement du Plan Campus auxquelles s'est engagée la Communauté Urbaine. Par la suite, deux autres lignes de BHNS verront le jour, reliant



Pierre Reboud,
Directeur de la RTM

est-ce à dire que tout est parfait et entièrement satisfaisant ? Non, et il existe encore des points d'amélioration avant de parvenir à une utilisation maximum des transports urbains. Une première phase d'amé-

Marseille Provence Métropole est l'Autorité Organisatrice des Transports (AOT) sur son territoire. Elle a en charge l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains (PDU) établi sur une période de 10 ans (2006-2015), à l'échelle communautaire, dont l'objectif est de concevoir les transports collectifs d'agglomération en alternative crédible à la voiture. Le PDU d'inscrit dans le SCOT Schéma de Cohérence Territoriale.

Transport

Castellane à Luminy (desserte du campus Luminy), ainsi que Bougainville à St Antoine au Nord de la ville. Par ailleurs, la Communauté Urbaine prévoit, côté sud, de prolonger le tramway existant jusqu'à Castellane et au-delà jusqu'à Dromel et les hôpitaux Sud. Et vers le Nord, un tramway desservira la zone jusqu'au lycée Saint-Exupéry. Pour Karim Zeribi, il est également devenu indispensable et même urgent de desservir l'Hôpital Nord. Enfin, une opération de prolongement du métro vers le nord toujours, entre Bougainville et Capitaine Gèze, à l'entrée d'une zone d'activité importante, est en cours et devrait être livrée fin 2014.

Mobi Métropole

Dans une ville où tout le monde a droit de se déplacer. C'est ainsi qu'il existe un service de transport dédié aux personnes handicapées à mobilité réduite desservant les 18 communes de la Communauté Urbaine. Il s'agit d'un transport spécifique

en minibus. La RTM a repris cette activité voici un an et vise deux objectifs: améliorer la réponse aux besoins quantitatifs et améliorer l'utilisation en terme qualitatif. Premier objectif d'ores et déjà atteint puisque Mobi Métropole compte aujourd'hui 1500 adhérents (+20%) et 54 000 utilisateurs, alors que c'était une prévision pour 2014, avec une augmentation des trajets pendulaires, domicile-travail. Quant à la qualité elle se développe également, notamment en ce qui concerne le délai de prévenance, puisque Mobi Métropole parvient à satisfaire les demandes de la veille alors qu'auparavant il fallait compter 15 jours. Notons qu'à un certain niveau de handicap, la vraie réponse est un service global, c'est ce qu'offre Mobi Métropole, c'est-à-dire non seulement un transport dédié mais une prise en charge à partir du domicile avec possibilité de venir chercher les personnes à leur porte, et les aider à monter les étages, à l'aller et au retour.

Mobilité durable

Si les transports urbains s'inscrivent en soi dans le développement durable -diminution de la pollution, problèmes de stationnement résolus, réduction des dépenses, moins d'occupation de l'espace, mutualisation des coûts- ils s'efforcent en permanence de coller au plus près de la mobilité durable. Les rames de métro de Marseille datant bientôt de 40 ans -à peu près la durée de vie du matériel- la MPM et la RTM entament une démarche de renouvellement qui comportera des progrès technologiques importants, telle que l'automatisation, identique à celle de la ligne 14 du métro parisien, et fera l'objet d'investissement importants. Cela permettra une augmentation de capacité et en même temps un confort accru. Côté bus, il en a été quasiment rénové 600 en cinq ans. Le parc compte de nombreux bus récents, confortables, comportant climatisation et informations voyageurs. Ces véhicules ont

progressé d'une manière étonnante en terme de préservation de l'environnement. Sur les bus les plus anciens et présentant le moins bon rendement énergétique, ont été installés des filtres à particules. Sur l'ensemble du parc, les rejets dits polluants ont été réduits de 94%. Afin d'aller encore plus loin, des bus électriques vont commencer à être expérimentés dans les deux ans qui viennent. Il s'agira dans un premier temps uniquement de petits bus car la technologie n'est pas adaptée à un transport de masse, étant donné qu'il s'agit de produits électriques nécessitant des rechargements de batteries non résolus à ce jour. Quant aux bus à gaz, ils supposent des investissements de dépôts tout à fait considérables, pour des questions de sécurité. Reste à attendre la génération des piles à hydrogène, actuellement en prototype mais pas encore commercialisées.

Catherine Petzinsky





"La navette Maritimes est véritable succès"

Que rêver de mieux qu'un moyen de transport urbain dans lequel on se croit en vacances ? Avec la RTM, c'est devenu réalité grâce à la mise en œuvre de la navette maritime.

Rencontre avec son président Karim Zeribi.



Marseille Plus : Après le bus, le métro, le tramway, vous avez mis en place la navette maritime entre le Vieux Port et Pointe Rouge. Qu'est-ce qui a motivé cette initiative ?

Karim Zeribi : Lorsque l'on est habitant de Marseille, la mer représente un atout qui doit être utilisé non seulement dans un cadre de loisir, d'embellissement de la ville, mais également comme un outil de la vie quotidienne. Et c'est en profitant de cette opportunité exceptionnelle qu'a été mise en service le 1er mars le transport en navette maritime. Il est donc possible mainte-

nant de se déplacer par la mer et faire en sorte de circuler sans embouteillage, sans stress, sans aucun désagrément, c'est-à-dire sans tout ce qui dégage des « ondes négatives » dans notre vie. Nous arrivons ainsi à concilier l'efficacité au plaisir d'emprunter un transport public, et cela au même prix que les autres transports puisque les trajets fonctionnent avec les cartes d'abonnement habituelles Transpass.

M.P. : Quels sont les premiers résultats ?

K.Z. : La navette maritime est un véritable succès. L'attractivité pour ce transport urbain dépasse nos espérances. Il était prévu 700 voyageurs par jour, ce sont aujourd'hui 1300 voyageurs qui empruntent ce transport avec des pics allant jusqu'à 1900 voyageurs. La navette est en phase d'expérimentation jusqu'à la mi septembre, un premier bilan sera alors effectué, mais il semble d'ores et déjà que ce soit une réussite. Nous avons des voyageurs qui l'utilisent pour des déplacements professionnels, des déplacements administratifs, pour du loisir ou de la promenade. C'est-à-dire que l'on concilie des attentes professionnelles à la vie quotidienne et au plaisir d'effectuer cette traversée.

M.P. : Envisagez-vous un développement à cette initiative ?

K.Z. : Pour la suite, nous déciderons avec la Communauté Urbaine, initiatrice de ce projet, du prolongement ou pas de cette offre. Je considère aujourd'hui qu'il sera nécessaire de poursuivre l'expérimentation et de s'inscrire dans la durée. Et en qualité de président de la RTM, je défendrai l'idée d'avoir une navette qui relie le Vieux port à l'Estaque. Il est indispensable de ne pas oublier que nous avons une demande très forte de ce côté là. Toute décision qui sera prise doit intégrer l'Estaque.

On ne peut pas sous traiter Marseille Nord, ce territoire est déjà pénalisé en ce qui concerne le métro et le tram, nous ne pouvons pas continuer en ce sens.

On compte 16000 habitants à l'Estaque, il faut prendre aussi en compte la Côte Bleue, et ce circuit en navette maritime éviterait bien des rentrées de voitures dans Marseille. Je défendrai ce choix.

Transport

Quelques réactions de passagers : La navette maritime.



«Je prends cette navette pour aller travailler. Cela m'évite de prendre deux bus, le 83 et le 19. Je suis extrêmement satisfaite. Seul point noir, il y a trop de monde à l'embarcadère du Vieux Port et c'est la bousculade».

«Nous prenons cette navette pour nous promener. C'est une excellente initiative et j'espère que cela perdurera. C'est un trajet pendant lequel on se détend, et c'est formidable de voir Marseille de la mer ! »

« Nous sommes en vacances, notre hôtel est du côté de la Pointe Rouge, et c'est un excellent moyen de transport pour toute la famille. C'est formidable! »

Les transports à Marseille en chiffres

En 2011 : 159,5 millions de voyages
600 000 voyages/jour
Méto : 46,7%
Bus : 43,6%
Tram : 9,7%
25,73 millions de kms parcourus

BUS
La RTM compte 77 lignes de bus
Nb de kms: 673 kms
1 200 points d'arrêt
595 bus
1 428 conducteurs de bus

METRO
2 lignes
21,5 kms
28 stations
36 rames
118 conducteurs de rames

TRAM
2 lignes
11,5 kms
28 stations
26 rames d'une capacité de 200 voyageurs/rame
60 000 voyageurs/jour en moyenne

MOBI METROPOLE
16 véhicules adaptés
29 chauffeurs accompagnateurs
55 000 voyages/an

AU JARDIN DU PUISATIER
FRUITS & LEGUMES

Le Logis Neuf
Le Clos du Puissatier
13190 Allauch



04 91 84 75 40 Livraison gratuite

Geicko



Vitres teintées

Covering / Wrapping

15%
de Réduction
sur présentation de
ce coupon
sur les vitres
teintées



Votre Magasin à Plan de Campagne

Ouvert du Mardi au Samedi de 8h30 à 12h et de 14h à 18h

Tél: 04 42 02 94 14 / 06 17 36 13 97

site : www.geicko.fr / email : Contact@geicko.fr



*Ensemble nous construisons l'avenir
et releverons tous vos défis.
N'hésitez pas à prendre
contact avec nos services.*



europélec

S.A.S au capital de 1 500 000 euros
Son siège est situé : 21, 19^{ème} rue - 9^{ème} avenue
B.P. 513 - 04 510 Cannes Cedex
Tel. : 04 91 03 24 00 - Fax : 04 91 03 24 01

Agence de Marseille :
Village des Entreprises Saint Henri
Rue Anne Gascon - Lot N°8 - 13016 Marseille
Tel. : 04 91 45 22 82 - Fax : 04 91 09 02 42
E-mail : 2el@groupelbgm.com

Le Président

Claude CORDA

Silo d'Arenc



Edifice emblématique du passé industriel du port de Marseille, l'ancien silo à céréales d'Arenc, sur les quais de la Joliette, est devenu aujourd'hui l'un des nouveaux temples des spectacles phocéens. Un véritable Olympia, ou plutôt Alcazar, pour rester plus local, du XXI^e siècle, tout simplement baptisé «le Silo».

L'Olympia de Marseille a déjà ses fans !

À Marseille, le long des quais de la Joliette, la transformation de l'ancien silo à céréales d'Arenc en équipement culturel dernier cri a nécessité un chantier spectaculaire ayant coûté près de 30 millions d'euros dont 11 millions rien que pour l'aménagement de la salle de spectacle. Le résultat est à la hauteur de l'investissement. L'un des derniers en date à avoir pu l'apprécier est l'ancien champion de tennis Yannick Noah. Après s'être produit place de la Bastille pour l'élection du nouveau président de la République, la vedette de la chanson, l'une des personnalités les plus populaires de l'Hexagone, joué en accoustique pour chanter ses derniers tubes dans le nouvel Olympia marseillais.

Une transformation spectaculaire

Autant d'illustres visiteurs qui, devant la modernité des lieux, n'ont peut-être pas mesuré à sa juste mesure le tour de force

représenté par une telle restructuration. Il a fallu transformer l'imposant ouvrage industriel aux dimensions monumentales - 50 mètres de haut, 130 de long et 30 de large - datant du début du siècle, ouvrage labellisé « Patrimoine du XX^e siècle », en un complexe flambant neuf comportant non seulement une salle de spectacle et de congrès modulable dernier cri de 2.400 places, mais offrant aussi par ailleurs 4.500 m² de bureaux hauts de gamme dans un tiers du bâtiment. C'est Eric Castaldi, l'architecte de la reconversion des Docks, le navire amiral d'Euroméditerranée, qui s'est chargé de cette partie tertiaire du programme, avec réussite, tous les bureaux ayant été rapidement occupés et à la grande satisfaction de leurs utilisateurs.

Conçue comme un théâtre à l'italienne, avec trois niveaux de balcon et une vraie fosse d'orchestre, la salle de spectacle est un bel écrin pour l'art lyrique. Sous la

maîtrise d'œuvre du cabinet d'architecture marseillais C+T auquel avait été confié l'aménagement de la partie culturelle de l'édifice, elle a bénéficié en particulier d'un traitement acoustique spécifique (bureau d'études techniques Ephta). Si les premiers travaux de démolition ont commencé dès l'automne 2005, l'ouverture officielle de ce nouvel équipement culturel marseillais situé à l'ombre de la tour CMA-CGM et des gratte-ciel que les promoteurs ont prévu de faire pousser dans le ciel d'Arenc, n'a eu lieu que l'automne dernier. Il a été néanmoins le premier, en attendant ceux à venir, à être versé au crédit de Marseille Provence 2013, un événement que l'on était pourtant encore loin d'imaginer lorsque fut décidée, il y a plus de dix ans, la résurrection du silo en Olympia phocéen...

Pierra Vino

Un patrimoine du XXe siècle

Édifié en 1926, le silo d'Arenc, l'un des premiers bâti en France sur pilotis, fut aussi l'un des derniers permettant dans un port maritime le transbordement et l'ensilage des céréales. Curieux bâtiment rectangulaire de 16 000 mètres carrés de surface construit par la société anonyme d'entreprises Froment-Clavier de Paris, il aurait inspiré Le Corbusier lorsque ce dernier édifia à Marseille sa cité radieuse... Autant de qualités qui lui ont valu d'obtenir le label « Patrimoine du XX^e siècle » du ministère de la Culture. Désaffecté à la fin des années 1970, il a un temps été menacé de démolition avant d'être l'objet de toutes les convoitises au moment où l'opération

Euroméditerranée a commencé à prendre corps, le principe de sa réhabilitation étant définitivement acquis fin 1999. Dès le départ, le groupement lauréat associant la Sogima et Eric Castaldi a imaginé le transformer en un vaste complexe regroupant des bureaux, un café musique, un restaurant panoramique et une salle de spectacles et de congrès, tout en conservant l'enveloppe. A ce titre, la mue de l'ancienne salle où se déversaient les 36 alvéoles (ou silos) qu'il contenait en réalité pour stocker les céréales, salle dite aujourd'hui des « mamelles », est particulièrement spectaculaire. Pour la réalisation de cette dernière qui permet d'accueillir éga-

lement d'autres manifestations de type colloque et séminaire, il a fallu là encore, comme pour le reste du bâtiment, largement évider l'ancien silo avant d'y reconstruire dedans le nouvel équipement. Ce qui n'a pas été la moindre des prouesses de ce chantier conduit par la Sogima pour la ville de Marseille (l'Etat n'ayant financé l'opération qu'à hauteur de 5 % seulement). Les cloisons intérieures ont été par exemple tronçonnées sur place en blocs de 8 à 12 tonnes, qui ont été eux-mêmes ensuite évacués à l'extérieur, puis broyés et emmenés en déchetterie.

Patrick Ricard : un valeureux capitaine

Président de Pernod Ricard, numéro deux mondial des spiritueux, Patrick Ricard, est décédé subitement cet été, à l'âge de 67 ans. Cet autodidacte charismatique a fait du groupe industriel, l'un des plus importants dans le monde. Zoom sur un dirigeant d'exception.

Numéro deux mondial de spiritueux, le groupe Pernod Ricard a perdu son président Patrick Ricard, décédé subitement fin août. Agé de 67 ans, il a succombé des suites d'un malaise cardiaque sur l'île familiale de Bendor. Le fils de Paul Ricard, inventeur du mythique pastis de Marseille en 1932, avait fait toute sa carrière dans la société familiale, débutant peu avant mai 68 sous l'égide de Charles Pasqua, alors directeur commercial de Ricard. Numéro deux de la société dès 1971, le timide héritier avait pris en 1978 la tête de l'ensemble formé trois ans plus tôt par la fusion surprise avec son rival Pernod. Si le nouveau groupe n'a pas atteint son objectif d'ex-

porter le pastis hors de France, Patrick Ricard en a fait un géant des spiritueux, juste derrière le leader Diageo. Le PDG a multiplié les acquisitions, à commencer par celle du bourbon Wild Turkey, en 1981. Pernod Ricard a ensuite racheté ses concurrents, avant de s'offrir en 2008 la vodka Absolut. Patrick Ricard n'a jamais dévié de sa stratégie de recentrage sur les spiritueux, illustrée par la cession d'Orangina, et la montée en gamme de ses marques. En novembre 2008, il avait cédé la direction générale de l'empire à Pierre Pringuet. Depuis, ce grand amateur de chasse, très attaché à l'entreprise et à sa famille, passait plusieurs fois par semaine dans son bureau



au siège parisien du groupe et visitait régulièrement les filiales du groupe partout dans le monde. Marié et père de trois enfants, il souhaitait qu'un Ricard lui succède un jour à la tête du groupe. Si la famille ne détient plus que 14 % du groupe, tous les regards convergent vers ceux qui portent aujourd'hui ce nom illustre, espérant que l'un d'eux puisse reprendre le flambeau et perpétuer l'oeuvre initiée par Paul Ricard, il y a 80

ans. Le conseil d'administration a nommé pour l'heure sa sœur Danielle à la tête du groupe. Son neveu Alexandre, 40 ans, fils de Bernard, lui succède au poste d'administrateur. Diplômé de l'ESCP et de l'université Wharton en Pennsylvanie, la meilleure école de commerce américaine, il a été nommé en 2010 à la tête des filiales de distribution et doit en 2015 reprendre le flambeau.

J.P.E

Paul Ricard d'un homme visionnaire à une multinationale...

"Je n'ai jamais lésiné sur mes rêves" Cette phrase de Paul Ricard, résume à elle seule l'homme qui a donné à jamais à la Provence son parfum de Pastis. L'aventure ne fait que commencer !

A 23 ans, avec quelques ingrédients comme de l'anis, des plantes de Provence et de la réglisse, Paul Ricard crée le Pastis. Visionnaire, il investit dans une gigantesque campagne publicitaire et en 1938 les ventes Ricard atteignent plus de 2,4 millions de litres. Humaniste, il évite à son personnel le travail obligatoire en Allemagne en repliant son entreprise en Camargue. Humaniste encore, il innove en matière d'actionnariat des salariés, de participation aux résultats. Humaniste toujours, il construira des centres de vacances pour son per-

sonnel et accordera dès 1965, la 5ème semaine de congés au personnel féminin. D'un homme de communication avec un sens inné du marketing et du sponsoring, il sera aussi un mécène qui a financé les arts et les sciences, sans oublier le circuit du Castellet qui va très vite devenir une référence en sport mécanique et le Mondial de la Pétanque que tout bon Marseillais ne peut ignorer! En 1968, Paul Ricard décide de passer la main alors que la marque Ricard atteint des records. Aujourd'hui, l'entreprise appartient au groupe Pernod Ricard,

second distributeur mondial de vins et spiritueux et leader sur le marché européen. Avec un chiffre d'affaire de 7 643 M€, l'entreprise Pernod Ricard possède aujourd'hui 98 sites de production à travers le monde, 70 sociétés de production et 6 sociétés de marques. Et les valeurs de Paul Ricard perdurent... Aujourd'hui encore, la culture d'entreprise cimenter le

groupe et la convivialité est le mot d'ordre de Pernod Ricard qui en a même fait sa signature "Créateurs de convivialité". L'engagement éthique, social et environnemental chers à Paul Ricard est toujours une valeur du groupe. "Il n'y a pas de leadership sans un sens profond des responsabilités". Actuellement les priorités de Pernod Ricard vont vers une politique de consommation responsable, la réduction de l'impact environnemental et le partage des cultures. Nul doute que l'âme de Paul Ricard plane encore sur l'entreprise Pernod Ricard...

Elisabeth Laumy





« L'informatique des grands groupes au service des PME PMI. » Directrice Générale de PHOCEOS, Isabelle Benaily a été également élue en Janvier 2012 au poste de Vice-Présidente du CIP Méditerranée, qui fédère les Directions Informatiques de la Région Méditerranée.

Après 20 ans d'expérience dans le domaine des technologies de l'information, notamment chez Sema Group, Computer Associates et Gartner, Isabelle Benaily a créé PHOCEOS dans un esprit d'aide à la rationalisation des coûts IT des PME PMI

Isabelle Benaily

Directrice Générale PHOCEOS



Qui est PHOCEOS ?

Nous sommes un cabinet de conseil en informatique spécialisé sur les PME PMI. Nous adressons nos clients au travers de 3 domaines de compétence :

- L'administration réseaux, systèmes et postes de travail en temps partagé
- La sécurité du système d'information notamment la protection des données stratégiques de l'entreprise
- La gestion et l'optimisation des coûts des contrats de gestion des impressions.

Pourquoi PHOCEOS ?

Trop souvent confrontées à des prises de décisions rapides, les PME PMI font face en matière informatiques à des interlocuteurs divers et variés et n'avaient pas accès à ce jour à une véritable aide leurs permettant d'optimiser leur coûts et d'améliorer la qualité de service de l'ensemble de leur informatique.

L'idée est partie de deux constats :

- Des problèmes de personnel
- Tout d'abord, les PME sont confrontées à des problèmes de recrutement et de ges-

tion des compétences IT. Les PME ont beaucoup de difficulté à convaincre les talents, ceux-là même qui en général font le choix de grands groupes. De plus les PME n'ont ni la nécessité ni les moyens financiers pour recruter une équipe informatique et de fait sont confrontées aux absences de collaborateurs non remplacés. C'est la raison pour laquelle PHOCEOS, intervient à côté de ses clients en mutualisant ses compétences, nos clients ont le même consultant spécialisé en Administration Réseaux et systèmes à raison d'une journée ou plus par semaine. Nous mettons en place les processus IT avec nos clients, PHOCEOS fournit un rapport d'audit dès la 1ère semaine avec un état des lieux du système d'information.

- Les services à valeur ajoutée, un levier de croissance. La protection des données stratégiques, la disponibilité des applications, des messageries, la gestion des impressions optimisée sont souvent très onéreux pour les PME PMI et bien souvent la qualité de service sous-évaluée. PHOCEOS accompagne ses clients sur l'ensemble de ces problématiques.

Quels sont les bénéfices pour vos clients ?

- Un seul interlocuteur pour gérer l'ensemble de leur système d'information adapté à leur besoins (1 journée ou 5 par semaine)
- Réduction des coûts liés à l'informatique de 30% (renégociation des contrats, changement de prestataires ...)
- Les consultants de PHOCEOS sont managés par un DSI de 15 ans d'expériences. Ils ont donc une vraie valeur ajoutée sur la stratégie à mettre en place.

Nos coordonnées :

31 PARC DU GOLF CS 90519 13593 AIX EN PROVENCE

Tél. : 04 88 78 22 13

www.phoceos.fr - info@phoceos.fr

Inauguration du Pôle Emploi de Château Gombert

Une nouvelle agence de Pôle Emploi a été inaugurée à Château Gombert le 19 octobre 2012. Ouverts depuis avril 2012, ces nouveaux locaux regroupent trois anciens sites à savoir Frais Vallon, Saint-Jérôme ainsi que Château Gombert. Pour Mireille Giorgis, directrice Pôle Emploi Marseille Château Gombert, « Cette nouvelle entité est résolument tournée vers les technologies d'avenir avec une triple expertise dans les secteurs de l'Information, la Communication et le BTP. Le site accompagne plus de 11500 demandeurs d'emploi et compte sur son territoire 8000 entreprises ». Lors de l'inauguration, les soixante dix agents ont imaginé un pro-

gramme convivial et ludique alliant un jeu de piste, des quizz sur l'offre de services de Pôle Emploi ainsi qu'une exposition



d'une artiste peintre locale, en recherche d'un emploi de pein-

tre décoratif. Avec simplicité, cette inauguration a permis de présenter quelques mesures essentielles comme la préparation opérationnelle à l'embauche (POE), la méthode de recrutement par simulation ainsi que le Club ambition de Château Gombert. Des contacts ont été pris, des cartes de visites échangées... Ce

s'est achevé par un apéritif convivial et original, préparé par Mina Kouk (traiteur / restaurant / salon de thé).

Pour Mina, l'art culinaire est un véritable art, à part entière: « La cuisine et la gastronomie égayent vos sens, votre vue, votre goût, votre ouïe et même votre toucher. » Marseille Plus souhaite beaucoup de succès à l'ensemble de l'équipe dans son difficile combat en faveur de l'emploi.

Djamel Didoune



L'économie Marseillaise peut-elle survivre à la crise actuelle ?

M Plus le Mag: Pensez-vous que Marseille dispose d'atouts pour mieux traverser cette crise de l'économie qui secoue toutes les économies ?

Mohamed Lacquila : Notre ville est depuis longtemps confrontée à une situation plus difficile qu'ailleurs, un taux de chômage record, l'un des plus importants en France. Certains quartiers de notre ville atteignent des taux de chômage supérieurs à 60%, chômage qui touche principalement une population de jeunes.

La crise que nous connaissons actuellement, doit être pour l'ensemble des décideurs un signal d'alarme.

Elle doit nous faire prendre conscience que continuer dans une logique "de ne rien faire," va inéluctablement nous conduire à de graves

conséquences qui affecteront durablement notre cité. Marseille dispose de vrais atouts inexploités qui, s'ils sont mieux pris en compte, peuvent nous aider à voir le bout du tunnel. Je ne prendrai qu'un seul exemple, en 2011, j'ai bataillé dur contre la ville de Cannes pour faire venir le Congrès National des Experts-Comptables à Marseille. En effet, il fallait expliquer que la délinquance n'était pas plus importante chez nous qu'ailleurs.

Mohamed Laquila, élu du conseil supérieur de l'ordre national des Experts-Comptables, Past Président du Syndicat des Experts Comptables et des Commissaires aux Comptes de France pour la région Provence Corse, et Vice-Président de Finances Conseils Méditerranée évoque la situation économique actuelle.

Entretien exclusif.

Quel a été le pari du congrès national à Marseille ?

M.L.: En tant que commissaire du congrès et dès que j'ai eu le feu vert de mon Président, Joseph Zorghiotti, j'ai réussi avec mon équipe à Marseille et avec l'aide de l'ensemble des collectivités locales (ville de Mar-



seille, Département des BDR, Région PACA et la CUM MPM) à mobiliser toute notre profession sur la région, soit près de 2000 Experts-Comptables et 1200 Commissaires aux Comptes. Le congrès a été une vraie réussite sur tous les plans et tous les records ont été battus: Record de participation: plus de 5000 congressistes et 170 partenaires.

Vous avez eu une autre source de satisfaction ?

M.L.: Notre congrès ainsi que la ville de Marseille ont été récompensés par France Congrès dans la catégorie du congrès de meilleure audience. A travers ce simple exemple, nous mettons en évidence les atouts d'une ville qui peut devenir la première destination



Marseille et mettre en avant ses atouts culturels, touristiques et économiques. A l'heure où je vous parle, nous réfléchissons avec des amis à l'organisation d'un événement international qui prendra en compte l'ensemble de ces atouts et qui contribuera, j'en suis certain, à faire rayonner Marseille au-delà des frontières.

touristique et organisatrice d'événements en France. Mais Marseille manque d'ambition en matière de projets touristiques (manque d'hôtellerie de luxe, de transports en commun dignes de ce nom, d'un service de taxis qui acceptent de prendre des courses même de la gare au vieux port, etc...)

Que représente l'année 2013, pour vous ?

M.L. : L'année 2013 sera une occasion unique pour faire briller

M Plus le Mag: Vous semblez très préoccupé par le devenir de Marseille?

M.L. : Marseille est ma seconde ville d'adoption après GAP, mes enfants sont nés à Marseille, je travaille dans cette ville, j'ai été élu en mairie du 7eme secteur de 2001 à 2007, c'est un juste retour des choses que de me préoccuper à mon niveau du devenir de notre ville. Je me dois, comme tous les marseillais, de m'impliquer pour la

réussite de Marseille, c'est notre avenir qui se joue dans les années à venir et celui de nos enfants. Nous devons ensemble construire cette ville qui a brassé tant de peuples depuis Protis et Gyptis ... Marseille ne peut plus regarder dans le rétroviseur. Le Port de Marseille qui a été le premier port de France est «Mort» depuis longtemps par la faute de ceux qui n'ont pensé qu'à eux en oubliant l'intérêt général. Mais Marseille peut se reconstruire autour de ses atouts maritimes; et n'oublions pas que Marseille reste la porte de l'Europe sur la méditerranée. C'est à partir de cet atout que je me suis engagé dans une nouvelle aventure et un vrai projet tel que celui de FCM Finances et Conseils Méditerranée. FCM a été labélisé «Prides» (Pôle d'Innovation et de Développement Economique Solidaire) par la Région Provence Alpes Côte d'Azur en juillet 2008.

Quel est votre rôle ?

M.L. : Nous sommes opérationnels depuis janvier 2009, à travers un réseau innovant, composé de banquiers, d'avocats, d'experts-comptables et

de commissaires aux comptes, d'organismes de formation et de financement privés, basés en région Paca et en Méditerranée (Algérie, Maroc, Tunisie et Liban). Avec FCM, nous aidons nos entreprises de la région à développer leur chiffre d'affaires sur le bassin méditerranéen en les accompagnant dans les pays de la rive sud, ou en les mettant en relation avec nos «experts confiances» que nous avons qualifiés au travers de tous les séminaires et missions que nous avons réalisés ensemble. Cette croissance de nos entreprises et de notre économie, nous la souhaitons responsable et respectueuse de l'homme et de son environnement. A ce titre, nous avons lancé début septembre la RSE dans les cabinets d'expertise comptable, la meilleure courroie de transmission au niveau des entreprises. Car je ne crois pas à une croissance sans respect des valeurs du développement durable.

Propos recueillis par Boualem Aksil et Jean-Pierre Enaut

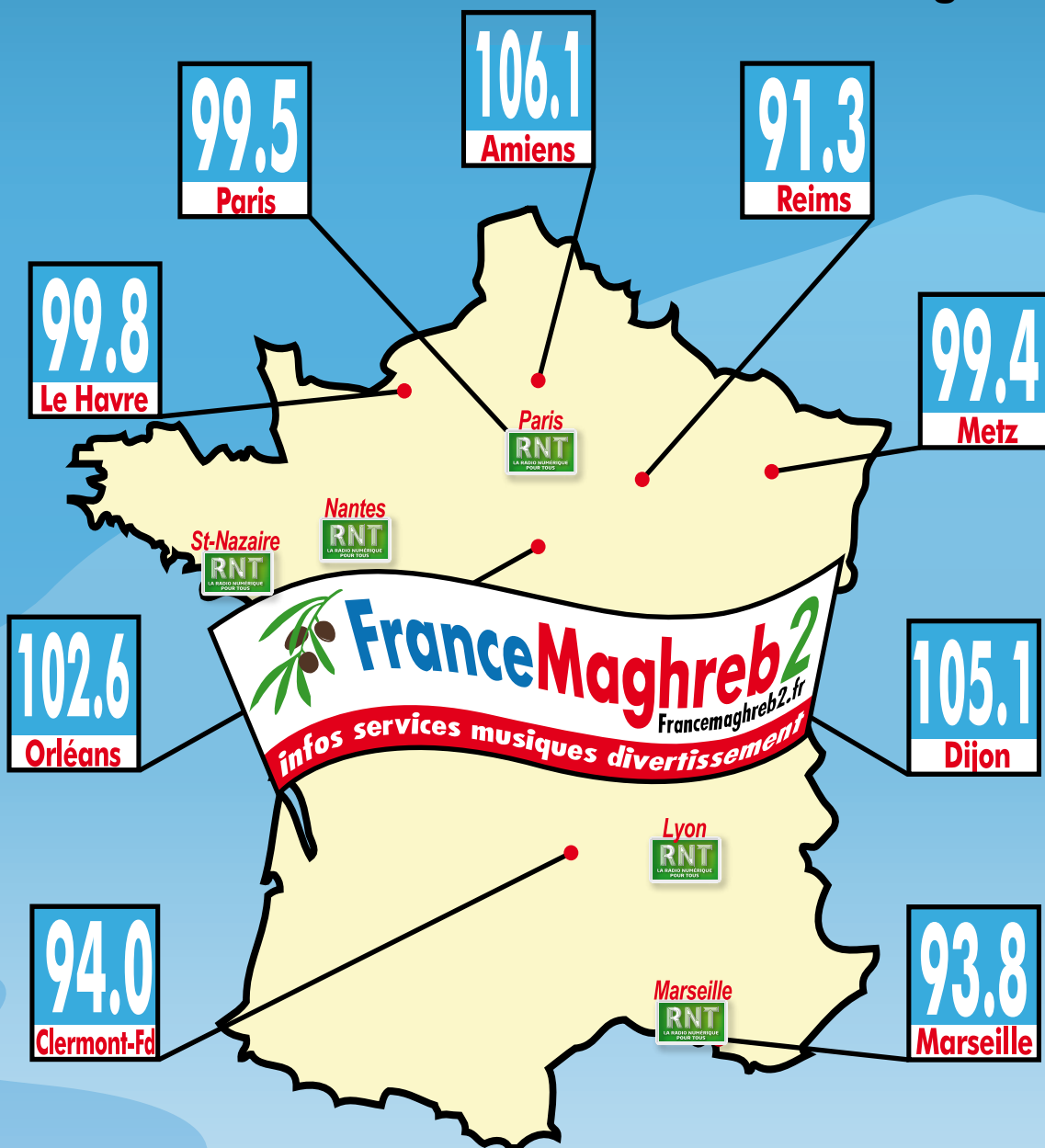
espace SFR

Votre boutique vous accueille du lundi au samedi de 10h00 à 19h00

**252, route des 3 Lucs - La Valentine
13011 MARSEILLE**

FranceMaghreb2

Francemaghreb2.fr



Marseille 93.8

91.3 ^{FM} Reims	93.8 ^{FM} Marseille	94.0 ^{FM} Clermont Ferrand	99.4 ^{FM} Metz	99.5 ^{FM} Paris	99.8 ^{FM} Le Havre	102.6 ^{FM} Orléans	105.1 ^{FM} Dijon	106.1 ^{FM} Amiens
Hotbird Monde	Direction@francemaghreb2.fr - redaction@francemaghreb2.fr Publicité : pub@francemaghreb2.fr - Antenne 0892239950 (0,34€/min) Administration : 01 47 97 97 21 / Courrier : BP 15 -75967 Paris Cedex 20							free France



L'Education, une priorité pour le département



Le Conseil général des Bouches-du Rhône a fait intelligemment le choix d'investir durablement dans l'éducation en consacrant chaque année un budget de 220 M€. Cette dotation permet d'équiper les collèges de manière à offrir les meilleures conditions possibles de travail aux élèves mais aussi de favoriser les initiatives par la mise en place d'actions pédagogiques menées en concertation avec le corps enseignant. Explications.

Depuis près de seize ans, le Conseil général a fait de l'éducation, la priorité des priorités avec une seule ambition, à savoir la réussite et l'épanouissement des élèves. Il existe dans le département 136 collèges publics soit plus de 76.000 collégiens dans le public et 49 collèges publics sous contrat d'association avec l'Etat soit près de 20.000 élèves avec, au total, près de 100.000 élèves. Dans le cadre des missions qui lui ont été confiées par les lois de décentralisation, il assure ainsi la construction, la reconstruction, la réhabilitation, l'extension ou encore la rénovation des collèges publics ainsi que les études nécessaires et la mise en œuvre du 1% culturel dans ces établissements. La conduite de ces opérations est menée dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage directe ou déléguée. «Des collèges bien entretenus, bien équipés, proches des familles, c'est là notre mission pour les établissements publics dont nous avons la charge. Notre parti pris a été d'aller au-delà en proposant, aux familles et aux élèves, un véritable service public de l'éducation, pendant et hors du temps scolaire, afin de leur donner toutes les chances de réussir», a précisé Jean-Noël Guérini, président du Conseil général.

Huit grandes opérations

Cette année encore, l'effort d'investissement sera considérable. «Cela coûte cher mais, au-delà des emplois qu'il contri-

bue à créer, cela nous permet de doter les collégiens des conditions de travail modernes et confortables», a assuré Janine Ecochard, vice-présidente déléguée à l'éducation. «C'est notre priorité puisque nous



L'inauguration du collège Renaud Léger

consacrons le premier budget de France avec plus de 150 M€, a t-elle renchéri. Le département poursuit tout d'abord ses opérations de reconstruction et de réhabilitation. Depuis 1999, quarante collèges l'ont été soit plus de trois par an. Sur cette année scolaire, ce sont pas moins de six collèges neufs qui seront inaugurés et, en premier lieu, le collège Fernand Léger de Berre l'Etang, un modèle en matière de développement durable. C'est en effet le premier collège doté de la norme «bâtiment passif», c'est-à-dire un bâtiment avec une consommation d'énergie faible compensée par sa propre production. Il s'agit également du collège de la Capelette rassem-

blant les anciens collèges Vincent Scotto et Romain Rolland, Vallon de Toulouse et Darius Milhaud, toujours à Marseille, Alphonse Daudet à Istres, Joliot Curie à Aubagne et ainsi que deux demi-pensions, l'une

rénovation de la demi pension et de l'accessibilité handicapée du collège des Caillols à Marseille. Enfin, le Conseil général va s'atteler à la restructuration du pôle technologique du collège Jean Jaurès à Peyrolles avec, entre autres, la création du préau, de sanitaires.

Patrimoine artistique

Depuis plusieurs années, le Conseil général consacre à divers collèges, construits ou rénovés par ses soins, les sommes nécessaires à la mise en œuvre de la procédure du 1% culturel. Cette action, selon des règles précisées par la loi, vise à doter ces établissements d'œuvres d'art et ainsi relancer la commande artistique contemporaine. Le dispositif du 1% culturel permet également aux collectivités d'enrichir leur patrimoine artistique tout en permettant au plus grand nombre d'avoir accès à la culture. Les collèges concernés sont Lucie Aubrac à Eyguières, Olympes de Gouges à Plan-de-Cuques, François Mitterrand à Simiane, mais aussi Malrieu, Vieux-Port, Germaine Tillion à Marseille. Par ailleurs, le Conseil général va aider les collèges et les collégiens à préparer Marseille Provence 2013 par l'octroi d'une aide financière spécifique pour chaque collège. «Je suis convaincu que cet événement exceptionnel sera un vecteur d'ouverture et d'enrichissement pour notre jeunesse», a souligné Jean-Noël Guérini.

Jean-Pierre Enaut



La vie de château pour les jeunes élèves

Qui ne s'est pas interrogé en se dirigeant sur l'autoroute Marseille-Aubagne sur ce château, aux allures de conte de fée, qui domine la vallée de l'Huveaune ? Ce lieu singulier abrite un établissement scolaire : Notre Dame de la Jeunesse.



Xavier Méry,
Directeur de l'école

Perché dans les hauteurs de Saint-Menet, entouré d'un parc de onze hectares, l'ancien Château Louis Régis, appartenant par donation en 1956 à l'Oeuvre Timon David a été reconverti en établissement scolaire abritant une école primaire, un collège, ainsi qu'une classe pour des enfants souffrant d'handicaps divers. Ce sont en fait 630 élèves qui sont ainsi accueillis chaque année, bénéficiant d'une pinède, du château, d'un espace de restauration, d'un gymnase, de terrains de sport et d'une piscine. Etablissement Catholique, Notre-Dame de la Jeunesse accueille tous les enfants sans distinction dont les parents s'engagent à soutenir le projet pédagogique, éducatif, et les valeurs dispensées. Les relations parents enseignants sont permanentes pour assurer une véritable continuité entre l'école et la maison. Outre l'enseignement, l'établissement contribue à l'activité économique locale en distribuant plus de 600 repas par jour, elle embauche une trentaine de professeurs, et presque une vingtaine d'employés non enseignant. Différents corps de métier interviennent également pour son fonctionnement.

Une ambition affirmée

Nul ne peut ignorer les mutations radicales qu'ont connues ces derniers temps les moyens d'information et de communication

des savoirs. La bibliothèque nationale est à disposition en un clic, ainsi que toute la presse. En outre, les élèves doivent être formés dans un contexte mondial où par exemple: l'Inde, à elle seule, forme 75 millions d'élèves Bac +5 par an. Il est donc devenu inévitable de repenser l'école, ce lieu de la transmission, des connaissances et des savoir-faire. «Il faut transformer les

flux d'informations que délivre le net en connaissances objectives, passer du "je sais que" au "je sais pourquoi". Autrement dit, le savoir véritable et objectif doit remplacer une connaissance reçue superficiellement» préconise le chef d'établissement Xavier Méry. Pour ce faire, l'établissement s'est lancé depuis un an dans la réflexion et la mise en place d'une pédagogie qui



intègre de plus en plus l'usage d'internet dans la construction des cours afin que les élèves maîtrisent ce média. Désormais, le TBI joute l'antique tableau noir. Internet, c'est aussi l'apparition de nouvelles formes de relations via les réseaux sociaux qui certes accroissent les liens mais aussi, la violence des rapports entre les enfants.

L'écran de l'ordinateur fait aussi office de paravent, permettant ainsi d' harceler l'autre sans vergogne. «Face à ces soucis scolaires, «nous nous efforçons d'éduquer les enfants de telle sorte qu'ils soient reconnus

demain comme ayant "bon esprit" , c'est-à-dire généreux, loyaux», assure le directeur. «L'éducation inculque des codes qui sont les gages de notre socialisation mais nous ne nous limitons pas seulement à ce seul aspect, nous désirons aussi une éducation en profondeur du cœur, à l'amour du prochain comme le Christ nous l'a enseigné». Si la lettre n'est rien sans l'esprit, les codes de politesse ne seront rien sans un cœur qui les inspire.



J.P.E



Une œuvre reconnue

Joseph-Marie Timon-David né le 29 janvier et décédé le 10 avril 1891 à Marseille, est un prêtre catholique français. Emu par la misère spirituelle et humaine des jeunes ouvriers, il se consacre entièrement à leur éducation chrétienne à travers les loisirs et une formation spirituelle sérieuse et adaptée. «Ici on joue, ici on prie», telle sera la philosophie de son «Œuvre de Jeunesse» et de son «Ecole».

L'Oeuvre Notre Dame de la Jeunesse

L'œuvre dans l'esprit timonien, c'est un "centre aéré" ou "l'on joue ou l'on prie". Une pédagogie en cascades où ceux qui ont reçu lorsqu'ils étaient jeunes, sont les animateurs de ce qui entrèrent à l'œuvre.

Lieu d'éducation où petits (7 à 15 ans) et grands s'amuse ensemble, grandissent ensemble et prient ensemble. L'œuvre ouvre lorsque l'école est fermé le week-end, les vacances de 8h30 à 19h30. Les activités y sont variées : grands jeux qui sont un mo-

ment propice d'éducation, tir à l'arc, préparation de spectacles, des cérémonies religieuses, basket, danse, piscines sorties. La chorale animée par le Père George dès le CM1 elle compte environ 50 personnes. On les appelle les petits chanteurs du mistral. Leur devise : "chanter pour la paix et l'espérance".

Ils chantent de la musique sacrée ou profane et sont partis en tournée dans le monde entier.



BAR À VIN

Ô
Vents
d'Ange

CAVE À VIN - BIÈRES - SPIRITUEUX

TERRASSE OMBRAGÉE

58 Montée de Saint Menet
13011 Marseille

04 91 19 39 44

ovensdanges@gmail.com - www.ovensdanges.fr



Maçonnerie Générale

Fabrication

Menuiserie Alu, PVC

Miroiterie

Volets roulants, stores

Rideaux métalliques

Ferronneries...

L'ÎLE-BÂT



Port. : 06 11 80 41 44



Eugène Mazenod : Un nouveau collège sur les fonts baptismaux

Depuis la rentrée de septembre un nouvel établissement catholique d'enseignement, le collège privé Eugène de Mazenod, a été implanté dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille.



Au cœur des collines chères à Marcel Pagnol, un nouvel établissement scolaire vient de prendre place sur le site de l'école privée Louise de Marillac. Ce collège assure dorénavant une continuité éducative entre l'école Louise de Marillac et le lycée Paul Mélizan situé route des Camoins. Les trois établissements ont reçu la mission de leur tutelle diocésaine, grâce aux liens établis entre les trois structu-

res, de créer un pôle éducatif d'excellence. La cohérence pédagogique permet aux élèves de développer tout leur potentiel scolaire et la convergence des projets éducatifs assure l'épanouissement de leur personne. Les trois nouvelles classes à savoir deux sixièmes et une cinquième bénéficient d'un emplacement exceptionnel dans un cadre arboré, calme et ensoleillé. Elles disposent de conditions de travail optimales dans des locaux neufs, fonctionnels, climatisés et équipés pour une utilisation des technologies de l'information et de la communication au cœur d'un enseignement du XXI^{ème} siècle. Le projet d'établissement comprend plusieurs spécificités. Il est proposé tout d'abord un parcours bilingue (anglais / espagnol) dès la 6^{ème} et l'apprentissage du latin dès la 5^{ème}. Cela comprend également un séjour en «American village» d'une semaine pendant l'année scolaire qui permet une véritable immersion linguistique.

Activités culturelles

Le volet culturel et artistique prend une place importante avec des activités et des visites programmées tout au long de l'année. Des déplacements en autocar sont assurés pour les activités physiques et sportives permettant une programmation très variée à partir des installations publiques ou privées disponibles sur le secteur et dans sa périphérie (golf, voile, badminton). Les journées scolaires sont élaborées sur des horaires fixes et la présence des élèves est requise pendant la journée, avec des activités péri-éducatives proposées sur le temps de demi-pension et des séquences de «travail personnel accompagné» sur le temps scolaire. Une étude (payante) est proposée de 17h30 à 18h30. Des responsables de la pastorale proposent avec l'équipe sacerdotale de la paroisse de la Valentine, des actions et des temps forts répartis tout au long de l'année et une préparation aux sacrements de l'initiation chrétienne. Enfin, à la rentrée 2013, l'intégralité des classes du collège s'implanteront dans une nouvelle construction dédiée à l'établissement.

J.P.E





Une terre de traditions

Allauch est une commune provençale à part entière. Elle sait mettre en valeur les traditions culturelles, folkloriques et ludiques, cela grâce à l'identité des habitants en partenariat avec les nombreuses associations. Zoom sur cette ville singulière et attachante.

Les nombreuses manifestations organisées à Allauch font référence au village provençal des XVIIIe et XIXe siècles. D'ailleurs les bénévoles portent toujours le costume provençal à ces occasions : les équidés, (chevaux de traits, mulets ou encore les ânes) les moissons, les anciens métiers. Il faut dire que la commune d'une superficie de 5200 hectares a vécu grâce à l'agriculture et cela jusqu'en 1914. Les agriculteurs complétaient souvent leur activité de la terre par l'élevage d'ovins et plus rarement de bovins. Mais, petit à petit, la commune s'est développée, s'est agrandie de façon raisonnable. La ville a su conjuguer le progrès avec la protection de l'environnement et la qualité de vie de ses habitants. Aujourd'hui, Allauch la moderne devient Allauch d'hier pour quelques heures ou quelques jours, pour des animations traditionnelles, et là, de nombreux visiteurs des arrondissements de Marseille ou de plus loin viennent se plonger dans le passé d'un village provençal. «Sachons accueillir la modernité sans perdre nos racines et en maintenant ce qu'il y a de meilleur du passé,

confie le sénateur maire Roland Poivinelli. Il faut conserver son environnement et son identité». Ce dernier dirige la commune depuis 1975 et, dès son arrivée, il a encouragé les bénévoles à maintenir les traditions, allant jusqu'à remettre au goût du jour celles abandonnées. Ainsi, les mois de l'année sont ponctués de manifestations dont certaines sont incontournables.

Les origines de la Saint Clair

En janvier, tout juste sortie de la période calendaire, la ville se remet en selle pour fêter la Saint-Clair, le premier dimanche après le 1er janvier. Cette manifestation, longtemps organisée par le syndicat d'initiative, est aujourd'hui réalisée sous l'égide du comité des fêtes d'Allauch village. On ne connaît pas exactement l'origine de la Saint Clair, mais d'après les archives et les auteurs anciens, elle serait née au XVIIIe siècle, alors que Saint-Clair n'est pas le Saint Patron de la cité. Il était le Patron des coussettes, des tailleurs et des non-voyants. La fête de la Saint Clair est à la fois religieuse et païenne. A ses débuts, elle était une grande foire régionale où se vendaient chevaux, ânes, chèvres et du gibier. Elle terminait tard dans la nuit par des jeux de hasard. Aujourd'hui, menée de mains de maître par le président Eric Napoléoni et son groupe de bénévoles, elle consiste à faire griller plusieurs cochons toute la nuit et les vendre en morceaux le

lendemain à une foule d'habités. Toute la journée, des stands sont dispersés dans le village proposant des produits de bouche aux visiteurs. Pendant le mois de janvier, La Pastorale est jouée par la troupe du «Théâtre du terroir d'Allauch». Cette pièce interprétée en langue provençale retrace la naissance de Jésus...en Provence où tous les habitants se pressent pour aller voir «le Pitchoun». Le 1er dimanche d'avril, le comité des fêtes présente une énorme palette de couleurs sur le cours du 11 Novembre: c'est la fête des fleurs. Toujours au printemps, l'association photographique d'Allauch Phocal organise un salon de photos qui sont exposées dans différents lieux du village pendant plusieurs semaines.

Course de vachettes

En juin, c'est la fête de la Saint Jean, célèbre fête votive. Pendant une semaine, c'est à nouveau le comité des fêtes qui perpétue la tradition. «C'est une semaine riche en animations et en émotions, mais le travail et la fatigue sont récompensés par la joie partagée avec les habitants et les participants», confie Eric Napoléoni. Chaque soir, une animation marque la fête: bal, feu de Saint Jean, distribution de «torques, brioches...» à la population au son des galoubets et tambourins, défilé de chevaux, de chars décorés, vente du gaillardet (célèbre bride décorée vendue aux enchères)... En août, c'est au tour du groupe Saint Eloi du Logis-Neuf d'organiser sa fête: la Saint Laurent. Là encore les ha-

bitants profitent d'une semaine d'animations concoctées par le président Jean Claude Mary et ses bénévoles. Chaque soir, les lieux choisis font le plein de spectateurs avec veillée provençale, la «recampado», la retraite aux flambeaux, la soupe au pistou, les jeux d'enfants et les jeux d'adultes, les courses de vachettes, le bal, la cavalcade... «On met tout en œuvre pour que la fête soit réussie, mais il faut surtout rappeler que la Saint Eloi c'est aussi la fête des chevaux c'est la tradition, commente Jean Claude Mary, ces bêtes sont l'âme de la Provence laborieuse d'antan, même si aujourd'hui, elles ne participent qu'aux fêtes». En septembre l'Octave est célébré à Notre-Dame-du-Château. Une semaine de célébration d'offices religieux et de prières dédiées à la Vierge Marie, protectrice des allaudiens. Cela se passe tantôt à la chapelle perchée sur le Mont Rodinaccus, tantôt en l'église Saint-Sébastien au village. De nombreux habitants vouent une véritable admiration à leur Vierge et suivent ces célébrations. Novembre arrive et avec lui, la préparation de la crèche de Gilbert Orsini. Une des plus belles crèches provençales de la région avec 130 m2 de décors, 600 santons dont 35 animés et son diaporama. Elle est ouverte le dernier week-end de novembre et se visite jusqu'au dernier dimanche de janvier. La galerie du Vieux-Bassin accueille chaque année 40.000 visiteurs environ. Le santonnier, Gilbert Orsini est toujours aussi passionné de créer ses figurines d'argiles: «Je suis sûr que cela ne me passera jamais, c'est un virus chez moi, lance t-il en souriant, l'essentiel

est de se renouveler et ne pas tomber dans la routine».

Veillée calendale

Le premier week end de décembre, l'âne est à la fête à Allauch. Le groupe Saint Eloi allaudien et son président Georges Testa organise une journée dédiée à «Cadichon». Avec ses grandes oreilles et ses yeux coquins, il est de partout ce jour-là. Le matin, les ânes défilent pour représenter les vieux métiers, l'après-midi, les organisateurs réussissent à former un attelage de 40 équidés et toute la journée, ils sont sur le cours du 11 Novembre pour se faire admirer Dès le 4 décembre, jour de la Sainte Barbe, on entre dans la période calendale et Allauch se couvre de la magie de Noël. Les rues sont illuminées et de nombreux visiteurs se promènent dans le vieux village pour se rendre à la crèche de Gilbert Orsini. Puis il y a le marché de Noël, les veillées calendales dans le village et au Logis-Neuf. Les jours s'étirent jusqu'à ce que le jour tant attendu par petits et grands arrive: le 24 décembre. A Allauch, c'est la descente des Bergers. Organisée par le comité des fêtes et la ville, en partenariat avec le groupe Sait Eloi allaudien, le groupe folklorique «Leï amis d'Alau», la chorale Saint Sébastien et les membres des associations allaudiennes qui le souhaitent. Chaque année, tous les bénévoles, costumés, «descendent» de la chapelle en défilé jusqu'à l'église Saint Sébastien, bravant le froid, le vent ou la pluie, pour représenter en ce soir de Noël, les villageois qui vont présenter les offrandes à Jésus, le Pit-choun qui vient de naître. Rap-



pelons que, pour les gens de la région, Jésus est né en...Provence. «C'est la plus belle manifestation de l'année pour nous quel que soit le temps, confie Eric Napolioni, le président du comité des fêtes d'Allauch village, la magie de Noël est là». Un grand coup de chapeau se doit d'être tiré aux bénévoles car le soir du réveillon, ils abandonnent leurs familles pour faire perdurer les traditions. Parmi les animations, il faut savoir que le comité des fêtes en organise quatre et pas des moindres. Aujourd'hui, il s'exporte et participe depuis quelques années à la manifestation «Il était la Ciotat en 1720» à La Ciotat. La culture tient une place non négligeable à Allauch avec des spectacles, de la musique et de la danse donnés tout au long de l'année.

Enfin, il ne faut pas oublier les relations internationales grâce aux comités de jumelage. Depuis 30 ans, la ville est jumelée avec Vaterstteten en Allemagne; depuis plusieurs années, avec l'Italie Vico Equenze et l'Arménie Armavir. Dernièrement, les italiens de Vico Equenze étaient reçus par leurs pairs pour quelques jours. Parmi les animations concoctées par les allaudiens, l'inauguration du rond point Vico Equenze. «Un réel moment d'émotion partagé avec nos amis italiens», confie Michel Desanti, le dynamique président du comité «Bella Italia». «Nous vivons des moments exceptionnels avec les membres du comité de jumelage».

Michèle Di Palma Azarian



Gilbert Orsini le santonnier d'Allauch et créateur de la crèche du Vieux Bassin depuis plus de 30 ans



Michel Desantis



Eric Napolioni



Jean Claude Mary

La Ville se dote de nouveaux équipements

Le stade Albert Monnet, la promenade du bocage et le parking Escarboucle ont été inaugurés fin mars, en présence de Jean-Noël Guérini, Président du Conseil Général, Eugène Caselli, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, Richard Eouzan, Conseiller général du canton. Ces nouveaux équipements qui s'inscrivent dans le cadre d'un contrat de partenariat 2008 /2011, signé entre le Conseil général et la municipalité renforcent l'offre et permettent d'améliorer le cadre de vie.

Dans un souci d'améliorer toujours davantage le cadre de vie, de nombreuses réalisations ont été effectuées depuis plus de vingt ans dans la commune. En matière de stationnement, l'offre a été considérablement renforcée au fil des ans avec les parkings des Oliviers, Giono, Mistral Engelskirchen, et Figon. Plusieurs espaces publics ont été créés comme les esplanades du 18 Juin et de la Pérouse et la voie Engelskirchen a été ouverte. De nombreux équipements ont été créés dans cette commune comme la médiathèque Frédéric Mistral, le commissariat de Police ou encore la Maison Internationale. A cela, s'ajoutent des équipements sportifs comme le gymnase du Bocage, le complexe Sportif, les boulodromes. La ville s'est développée également sur le plan éducatif, avec la création du centre aéré du Bocage et de la crèche "Les Petits Lutins" qui a été réalisée en partenariat avec l'ADALE. Enfin, elle dispose désormais de deux nouvelles maternelles, Li Pichoun et Victor Hugo et du collège Olympes de Gougues, un collège flambant neuf conçu et réalisé par le Conseil général.

Trois sites

En avril, trois nouveaux équipements ont été inaugurés à savoir le stade Albert Monet, la promenade du bocage et le parking de l'Escarboucle. Le stade Albert Monnet qui est en cours d'homologation auprès de la Fédération Française de Football a été doté d'une pelouse synthétique. «Fervent supporter de l'équipe de Football qui était appelée jadis le Cabest, il m'est apparu naturel de rendre hommage à cette personnalité en donnant



son nom à ce superbe stade sur des terrains dont il était propriétaire», a confié le maire Jean-Pierre Bertrand. La seconde réalisation portait sur un cheminement piétonnier sur le parc du bocage situé à proximité du centre ville. Cette promenade était auparavant un lieu recouvert de vastes prairies qui servaient de pâturage à un des laitiers de la commune. «Il n'était, dès lors, pas possible aux habitants de venir fouler le sol de cette prairie afin de ne pas troubler la quiétude de ces vaches», a précisé le maire, avec humour. Enfin un parking a été réalisé aux abords de l'école maternelle Escarboucle. «Il s'agit pour nous d'améliorer l'accessibilité

des bâtiments communaux. L'aide aux communes revêt pour le Département une place essentielle», a expliqué Jean-Noël Guérini, Président du Conseil général.

Le choix d'implanter là un parking fut nécessaire pour le Centre Culturel de Miremont qui est en cours de construction. Il s'avérait non négligeable non seulement pour les parents dont les enfants se rendent aux écoles limitrophes Escarboucle et Li Pichounet et plus généralement pour les publics fréquentant le marché du samedi, chaque semaine.



Marianne d'Or

Pour la majeure partie de ces investissements, les concours du Conseil Général et de la Communauté Urbaine se sont avérés essentiels. «Nous sommes heureux d'apporter notre concours pour des projets destinés notamment à la jeunesse et aux parents d'élèves», a confié Richard Eouzan, conseiller général du canton. Le montant du stade Albert Monnet s'est éle-

vé à 3.059.103 € tandis que la Promenade du Bocage a coûté quelque 1.939.784 €. Enfin, le coût du parking à côté de l'école Escarboucle se montait à 410.345 €. Ces travaux ont été réalisés grâce à l'aide du Conseil général avec un financement à hauteur de 50 % des montants hors taxes mais aussi de la Communauté Urbaine pour sa participation concernant la réalisation de toutes ces infrastructures, et notamment le rond-point,

les voies et les canalisations. «Grâce à l'aide des conseillers généraux qui se sont succédés, Roland Povinelli puis Richard Eouzan, la commune est très appréciée pour son cadre de vie», a souligné Jean-Pierre Bertrand. La commune a d'ailleurs obtenu trois fleurs au concours des villes et villages fleuris. Tous les travaux entrepris, au fil des ans, ne grèvent en rien les finances de la commune !

D'une ville la plus endettée de France, il y a vingt-cinq ans, Plan-de-Cuques est devenue à présent, grâce à la politique rigoureuse de son équipe municipale et de son premier magistrat, une ville saine sur le plan budgétaire. Elle a réussi à mettre en place de nombreux investissements en assurant une maîtrise de ses finances publiques en baissant les impôts depuis vingt ans. Elle a été couronnée de la Marianne d'Or pour cette action exemplaire.

Jean-Pierre Enaut



Frédéric Vigouroux : "L'espoir est collectif."

Conseiller Général délégué à la Politique Départementale de la Ville,
Frédéric Vigouroux est aussi Maire de Miramas.

Marseille + le Mag' : Quand êtes-vous arrivé à la tête de votre Délégation ?

Frédéric Vigouroux : En 2008. Je ne suis pas urbaniste de formation, mais le cadre de vie a toujours été important pour moi, notamment dans les quartiers populaires. On entend souvent dire « C'est arroser un désert » ; je ne suis pas d'accord. Ici, au Conseil Général, nous marchons sur deux pieds : d'un côté il y a le bâti, les murs, la toiture, et de l'autre la cohésion sociale, le bien vivre ensemble. Cela touche à l'urbanisme, en collaboration avec l'Etat et les communes, et à l'humain.

Marseille + le Mag' : Quelles sont les spécificités marseillaises ?

F.V. : La ville est bien aidée par le Conseil Général, quoi qu'on en dise, mais il va falloir que l'Etat mette la main à la poche. On aurait besoin d'un véritable plan Marshall, et la mesure devra être prise rapidement si l'on ne veut pas que Marseille conserve son visage de belle ville dissimulant une spirale de paupérisation. Il faudrait créer des ateliers urbains, lancer des concertations publiques, et toute une politique économique de rénovation générale doit être mise en oeuvre, car il y a une dynamique de développement à soutenir.

Marseille + le Mag' : L'Etat participe déjà via les CUCS, et l'ANRU. Qu'en pensez-vous ?

F.V. : Les Contrats Urbains de Cohésion Sociale ne sont pas toujours appréciés car l'on estime que les différents acteurs sont trop « dilués ». Pour ma part, je trouve ces partenariats entre différentes collectivités et struc-

tures intéressants. J'aime les dossiers de proximité, à l'échelle d'un bâtiment parfois, et je trouve que les politiques d'évaluation sont efficaces. Dans mon secteur, j'ai réorienté le CUCS à 50 % sur l'emploi.



particulièrement élevé chez les jeunes et les familles monoparentales. J'essaie d'apporter des éléments de cohésion sociale, de faire en sorte que les habitants ne se retrouvent pas seuls face à leur télévision, qu'ils restent acteurs de leur existence, de leur ville.

Marseille + le Mag' : Pouvez-vous nous donner un exemple ?

F.V. : Les Réussites de Miramas récompensent particuliers ou associations pour une action remarquable. Nous voulons souligner la valeur de chaque accomplissement. On parle si souvent de l'importance d'un acte délictueux, et si rarement d'un acte désintéressé, accompli dans l'intérêt collectif !

Marseille + le Mag' : Quels sont vos projets ?

F.V. : Ils sont suspendus à la politique qui sera menée au niveau national, et aux orientations choisies par le nouveau gouvernement. Avec M. Fontaine, le Maire d'Aubagne, autre élu du Conseil Général, nous plaçons de grands espoirs dans la construction de logements sociaux, mais pas uniquement. Nous sommes sensibles au développement durable : l'isolation par l'extérieur des bâtiments, notamment, est très performante, là où certains paient parfois plus cher l'énergie nécessaire au chauffage que leurs loyers. Avec les économies réalisées, c'est autant de pouvoir d'achat rendu aux familles prises à la gorge par la crise, qui pourra être consacré à la culture, par exemple. Mon deuxième rêve est que la télévision tombe en panne pendant six mois !

Propos recueillis par Gaëlle Cloarec

Le service Politique Départementale de la Ville : 20 agents dont une équipe de 5 chargés de missions territorialisés.

Le budget 2011 :

- En fonctionnement : 3 852 000 €
- En investissement : 3 500 000 €

Le budget 2012 :

- En fonctionnement : 3 852 000 €
- En investissement : 4 400 000 €

Les crédits d'investissement prennent en compte les demandes des associations et des organismes HLM ou SA HLM ainsi que les crédits dédiés aux aménagements et équipements extérieurs des opérations de rénovation urbaine financées par l'ANRU.

Marseille + le Mag' : Comment travaille votre Délégation au jour le jour ?

F.V. : Je suis très satisfait par le professionnalisme et la grande rigueur des équipes administratives. Nos agents territoriaux de proximité travaillent au quotidien avec les associations, qui peuvent être de petites structures touchant au développement économique, à l'alphabétisation, au sport, à la fraternité, à la culture, l'éducation populaire... Le champ est vaste. Si les associations n'existaient pas, nous connaîtrions aujourd'hui avec la crise des difficultés très graves. Elles jouent un rôle primordial dans le maintien du tissu social.

Marseille + le Mag' : Vous êtes aussi Maire de Miramas, quelle est votre politique d'élu local ?

F.V. : Miramas est l'une des communes les plus pauvres de la région. Nous nous situons à un niveau inférieur au seuil médian de pauvreté en Europe (calculé d'après le revenu fiscal par habitant). Le taux de chômage atteint 40 % dans certains quartiers, il est

M. Frédéric Vigouroux a été nommé Administrateur de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) par le ministre délégué à la Ville Mr François LAMY par arrêté ministériel du 5 Octobre 2012. Il représente ainsi les maires des communes directement concernées par l'action gouvernementale en direction des quartiers en difficulté.

La Maille II dans le neuf de la rénovation

Grand ensemble relativement original, entre pavillonnaire piétonnier et cité HLM, datant des années 70 et comptant 2000 habitants et 500 logements, la Maille II, qui se distingue par un mélange assez inhabituel, dans ce type d'habitat, d'immeubles collectifs de différentes tailles et de maisons individuelles, mais tous à patios, leur principale caractéristique, est en pleine rénovation à Miramas. A mi-parcours et tandis que les démolitions se poursuivent, les logements devant être rénovés ont été réhabilités, et surtout, les premières nouvelles constructions commencent à sortir de terre.

Avec le chantier de construction neuve de 23 maisons à patios qui vient de commencer et l'ouverture des brèches en vue de son désenclavement, la rénovation urbaine de grande ampleur et de longue haleine du quartier de la Maille II à Miramas, plus communément appelé les Terrasses, entre dans le vif du sujet. Véritablement lancé depuis deux ans sous la houlette de l'Anru, ce projet dont l'Epad Ouest Provence est maître d'ouvrage, vise notamment à réinscrire ce grand ensemble dans les principes de développement durable et surtout à favoriser plus de mixité sociale, à diversifier et à améliorer l'habitat et enfin, à développer les services publics et les fonctions urbaines.

A mi-parcours

Coordonnée par la ville de Miramas, l'opération est aujourd'hui à mi-parcours. Déjà, l'ensemble des logements sociaux, 388, et ceux des 8 grandes copropriétés privées, 183, qui devaient être rénovés, l'ont été. De nombreuses démolitions ont été entreprises, et voirie, viabilisation, parkings et espaces publics, en grande partie revus et corrigés. Démolition toute récente, l'ouverture d'une brèche dans les immeubles des Remparts s'est avérée spectaculaire. Il a en effet fallu littéralement "tailler dedans" et casser pas moins de 16 logements tout de même, afin de permettre l'aménagement du nouvel axe nord-sud de circulation prévu pour ouvrir et désenclaver le quartier. Une destruction d'autant plus compliquée, comme ont pu le constater les riverains, puisqu'il a fallu veiller en même temps à ne pas dégrader les logements restant autour. Une autre brèche du même ordre doit d'ailleurs être pratiquée à l'autre extrémité du futur nouveau mail pié-



tonnier nord-sud, avec là encore mise à terre d'une vingtaine de logements.

23 nouvelles maisons à patio

La principale actualité de l'opération, qui lui permet de franchir une nouvelle étape, reste cependant le commencement du chantier de construction des 23 maisons en bande que les architectes du cabinet Baua de Marseille ont imaginées pour le compte du bailleur 13 Habitat, à l'est de la Maille II, sur la friche dite Miramaris. Ces premières constructions neuves constituent un des points d'orgue de la rénovation dont l'achèvement final n'intervien-

dra pas au mieux avant 2014. C'est même un élément clé car ces maisons en bande de niveau BBC pour leurs performances énergétiques, une exigence d'ailleurs générale pour l'ensemble de la programmation, permettront, lorsqu'elles seront terminées, dans un an environ, le relogement des occupants des anciennes maisons à patio d'origine qui doivent être, elles, au contraire ensuite démolies. Pour répondre aux caractéristiques de basse consommation souhaitées, mais aussi pour des raisons économiques afin de rester dans les limites du budget, les architectes ont opté en faveur d'un système mixte

Le financement

Coût global : 80 Millions d'€

- Ville de Miramas : 654 000 € (coordination du programme général)
- SAN Ouest Provence : 10,3 M € (convention ANRU) et 2,45 M € (convention OPAH copropriétés)
- Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) : 10,16 M €
- Agence nationale de l'habitat : 5,43 M € pour la rénovation des copropriétés
- Conseil régional : 2,45 M € (convention ANRU) et 700 000 € (convention OPAH copropriétés)
- Conseil général : 4,9 M € (convention ANRU) et 865 000 € (convention OPAH copropriétés)
- Caisse des dépôts : 330 000 € (fonds propres), 24 M € (prêts)
- Bailleurs sociaux (13 Habitat, Nouveau Logis Provençal, SACEMI, DOMICIL) : 19 M € (convention ANRU - y compris prêts) + 12 M € hors convention ANRU.



qu'en choisissant également de reprendre, pour ces nouveaux logements sociaux, la typologie originelle du cru, c'est-à-dire la maison à patio, les concepteurs ont augmenté le linéaire de murs et donc les déperditions. Mais l'eau chaude sera également solaire, et les toitures végétalisées. Là encore, l'art du compromis. Si dans leur ensemble, les Terrasses avaient mal vieilli, leur disposition en quartier piétonnier, comme dans une sorte de médina, de même que les fameux patios, ceux des maisons comme les larges terrasses et les

à ossature bois et avec des murs de refend en béton. « C'est un bon compromis, une technique simple, qui permet de rester dans les critères de coût de construction du logement social intermédiaire. Nous aurions pu aussi renforcer leur caractéristique BBC en mettant plus de panneaux photovoltaïques, mais cela aurait été, pour le locataire, plus contraignant, pour l'entretien, etc. », explique Mathieu Fabre, l'un des architectes. C'est

coursives extérieurs des immeubles collectifs, utilisées comme autant de « pièces » extérieures supplémentaires, ont toujours reçu l'adhésion des habitants. C'est là sans doute l'un des legs les plus intéressants du « père » de ce grand ensemble labellisé Patrimoine XXe siècle, André Lefèvre, dont on a redécouvert en quelque sorte le talent ces dernières années. Les architectes se sont inscrits

Lors de leur élection, en 2008, le maire PS Frédéric Vigouroux et son équipe municipale avaient annoncé vouloir mettre l'accent sur le logement social et la réhabilitation de la Maille II. Les bailleurs sociaux concernés ayant tous joué le jeu, de même que l'Anru, le pari est en passe de réussir. Le cahier des prescriptions architecturales et paysagères de l'opération qui vise à préserver l'unité du quartier en encadrant les évolutions de façon cohérente et harmonieuse, a été établi par le cabinet d'architectes Stoa de Marseille, maître d'œuvre.

volontairement dans le même type d'écriture architecturale. Mieux, les logements qu'ils ont conçus, du T3 au T5 duplex, disposeront tous, non pas d'un seul patio, mais de deux ou trois, avec au minimum une cour plus « publique » sur le devant et un patio plus « privé » à l'arrière, donnant sur les chambres et les séjours traversants. Le tout avec des surfaces encore plus généreuses qu'avant, ce qui sera forcément apprécié. Enfin, ne devrait pas tarder non plus, autre point d'orgue du dispositif, la reconstruction du groupe scolaire Paul Cézanne et des équipements sportifs tout aussi attendue.

Pierra Vino



RESTAURANT *Calypso*

Découvrez l'une des meilleures Bouillabaisse de Marseille.

Le Calypso vous propose ses Loups, ses Dorades Royales, ses Langoustes vivantes d'une fraîcheur exceptionnelle et issues de la pêche locale.

Le standing de l'établissement est assuré par le sérieux du service, une clientèle de choix et surtout un emplacement extraordinaire au bord de la mer.

3, rue des catalans - 13007 MARSEILLE

Tél. : 04 91 52 40 60

www.restaurantcalypso.fr

E-mail : calypsovisciano@aol.com



CADOLIVE, UN VILLAGE QUI RESPECTE LES TRADITIONS AVEC UNE GESTION MODERNE

A 20 mn de Marseille entre Aix-en-Provence et Aubagne

Tout en respectant les traditions, de nombreuses initiatives ont vu le jour dans des domaines très divers comme les actions sociales, la jeunesse, la création de nouveaux services de proximité à la population tel qu'un centre médico-social, un bureau du droit de la justice et de la solidarité, une micro crèche et prochainement un regroupement de commerces artisanaux pour dynamiser le village et conserver le lien social avec les habitants.

Un complexe sportif entièrement réhabilité avec un stade synthétique et parking paysagé.



Château de l'horloge : un nouvel espace de vie, au cœur du Jas de Bouffan.

«Les habitants du Jas de Bouffan manquent d'un équipement qui pourrait être mis à leur disposition.» déclarait il y a quelque temps le maire Maryse Joissains. C'est maintenant chose faite avec l'inauguration du Château de l'Horloge, en mars dernier. Près de 2 000 m² sont ainsi mis à la disposition des habitants du quartier.

Il faut dire que le Jas de Bouffan, situé à l'ouest d'Aix a été créé dans les années 70. Dessiné par l'architecte urbaniste M. Longepierre, créé sous forme de ZAC, ce quartier a su mêler habitat divers (logements sociaux, lotissements, privé) et espaces verts. Aujourd'hui ce quartier qui s'étend sur 170 hectares a vu sa population augmenter : 24000 habitants soit 17 % de la population totale de la ville. Et les équipements réalisés ces dernières années ne sont plus suffisants pour les habitants. Le lieu pour ce nouveau centre multifonctionnel s'impose : la Bastide du Château de l'Horloge, abandonnée, mais bien située au cœur de ce quartier de l'Horloge où l'on retrouve le stade Maurice David, des tennis, un gymnase, le Centre de Formation des Apprentis, l'Université avec la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, le groupe scolaire Henri Wallon et le collège du Jas de Bouffan. L'objectif «Re-

tisser du lien entre les habitants, réhabiliter le patrimoine existant et développer un équipement public de proximité», rappelait Sophie Joissains, sénatrice, adjointe à la Politique de la Ville.

Un concours avait été lancé et c'est le cabinet Biaggi et Maurin qui a remporté le concours avec pour mission de réhabiliter la bastide classée qui avait été laissée à l'abandon, et aménager un parc paysager sur les 7 500 m². La Bastide a été prolongée par un bâtiment neuf, de 577 m², au rez de chaussée qui accueillera entre autres une cafétéria. En face de la Bastide un bâtiment neuf, de 1383 m² qui se décline en trois parties et qui accueillera :

- l'annexe du Conservatoire de Danse, de Musique et d'Art Dramatique d'Aix, sur 350 m². (Rappelons que le nouveau conservatoire d'Aix est actuellement en construction dans le quartier Sextius Mirabeau, à côté du Pa-

villon Noir, du Grand Théâtre de Provence.)

- Un Relais Assistants Maternels (RAM) : 141 m² en cours d'aménagement. Cette association regroupe les 450 assistants maternels de la ville, agréés par la PMI ; cet espace sera non seulement un lieu d'information et d'orientation auprès des parents, mais également un lieu d'échanges pour les assistantes maternelles, qui pourront bénéficier de réunions sur leurs pratiques professionnelles. Enfin, un centre social et culturel qui « viendra compléter le centre social des Amandiers, qui peut

générationnel qui proposera des activités culturelles, sportives ... pour adultes, pour seniors et pour enfants. L'autre idée originale est la Maison des Familles, de plus de 497 m². L'idée était – pour la direction de la politique de la ville « de mettre à la disposition des habitants – gratuitement – un lieu où ils pourront se réunir pour des fêtes, des réunions familiales (mariage, anniversaires) ... » C'était une demande de nombreux habitants. Cette mise à disposition se fera le week end. En semaine cette salle, constituée d'un plateau qui peut être séparé par

D'autres projets sont en cours dans ce quartier du Jas de Bouffan :

- La construction de la nouvelle Ecole des Beaux Arts, à proximité de la Fondation Vasareli (prévu pour 2014)

- L'implantation prochaine de la mission locale du Pays d'Aix au complexe d'Arbaud (1 000 m² dédiés à l'emploi des jeunes)

- La rénovation et la construction de plateaux sportifs de proximité (D'Arbaud / Wallon) ainsi qu'un pôle de ressources qui accompagnera les jeunes en risque de décrochage.

difficilement couvrir l'ensemble de la demande du territoire du Jas de Bouffan », selon Sophie Joissains, adjointe à la Politique de la Ville. Soutenu par la CAF, c'est le septième agrément de la ville d'Aix.

Le centre accueillera, pendant les vacances scolaires, le Centre de Loisirs Sans Hébergement (centre aéré) pour les enfants de 3 à 11 ans. L'ouverture a d'ailleurs eu lieu pour ces vacances de Pâques. Mais le souhait de la municipalité a été d'en faire également un centre inter-

une cloison mobile pourra accueillir les activités du centre social, ou d'autres opérateurs ; autre fonction : promouvoir des manifestations artistiques, culturelles ouvertes aux habitants du quartier. Toutes les activités ne sont pas encore en place ; la municipalité consulte encore les habitants pour savoir ce que sont leurs souhaits. En tout cas le quartier change.

Emmanuel Michel

- Ville d'Aix en Provence : 2,244 M €
- Conseil Général des Bouches-du-Rhône : 1,395 M € soit 31 %
- Communauté du Pays d'Aix : 1,329 M € (30 %)
- Conseil Régional PACA : 280 250 € et 50 000 € Sur la Réserve parlementaire de Mme Sophie Joissains, sénatrice et adjointe à la ville d'Aix, en charge de la Politique de la Ville

Une maison accueillante pour mieux vivre ensemble

L'ancienne maison de quartier des Vignettes, rebaptisée "des bords de l'étang" et rebâtie sur une conception moderne signée Brice Roulée du cabinet BA Architecture, a été inaugurée en avril 2012. Ce nouvel équipement intelligemment intégré à son environnement est désormais un lieu convivial et propice à tisser du lien social. Explications.

Durant l'été 2010, la maison de quartier des Vignettes, située près de l'étang-de-Berre, à Vitrolles, a été démolie. «Il s'agissait pour nous de reconstruire un petit équipement de près de 400 m² pour les associations et de fait pour les habitants», a confié Loïc Gachon, maire de la Ville. Le bâtiment comporte désormais une salle polyvalente modulable de 140m², une salle de réunion de 40m² avec une terrasse, un bureau, des sanitaires



mais également des locaux techniques et un local de stockage en sous-sol.

Une conception bioclimatique

Cet équipement fonctionnel et moderne, destiné aux associations qui développent des activités culturelles et artistiques (danse, théâtre) voit enfin le jour. «Le projet, situé sur des parcelles appartenant à la copropriété des Vignettes, a failli être annulé à deux reprises et a mis quatre ans à se mettre en place», explique Brice Roulée, architecte, lauréat du concours en 2007. La reprise des études

s'est effectuée en 2010 et la réalisation a mis une année. Le choix de la conception bioclimatique du bâtiment s'est imposé d'emblée pour la Ville. «Notre ambition a été d'utiliser un large éventail d'énergies renouvelables dans l'optique d'atteindre une très haute performance énergétique (bâtiment basse consommation)», précise

Loïc Gachon, maire de la Ville mais aussi vice-président du Conseil général chargé de l'Agenda 21. Pour le cabinet BA Architecture, le travail constructif a porté sur l'isolation extérieure. «Notre but était, dès le départ, de ne pas utiliser la climatisation, mais de jouer sur l'inertie intérieure du bâtiment, avec une ventilation réglable de façon à avoir des températures de confort», confie Brice Roulée.

Des panneaux photovoltaïques ont été installés sur cent mètres² et intégrés à l'étanchéité du bâtiment. Le système d'occultation solaire en bois rétractable avec une ouverture au Nord est géré avec des sondes lumineuses.

Tels des mouvements d'eau, des voiles structurales, glissant

entre eux avec de légères courbes, invitent le regard vers les perspectives du site de Berre et la place des Marettes.

«Nous avons beaucoup travaillé sur site en amont pour intégrer au mieux le bâtiment dans son environnement», assure Brice Roulée. Cela a abouti à une architecture qui compose avec les éléments maritimes présents en bord d'étang. Les formes arrondies des murs s'harmonisent avec l'eau et le vent.

Valorisation des espaces

Toutes les demandes émanant des services

techniques de la Ville, maître d'ouvrage du projet ont été intégrées. Des matériaux de qualité ont été utilisés comme de beaux enduits ocres, de la pierre sèche, des bardages en bois. «Le bâtiment est respecté par les



Brice Roulée
présentant
le projet

habitants et par le public d'une manière générale car il y a une réelle fierté pour chacun d'eux de disposer d'un tel outil», a estimé Brice Roulée. La hiérarchisation des espaces extérieurs est soulignée par la séparation des flux piétons et véhicules et par la nature des revêtements. Les espaces extérieurs ont été valorisés avec notamment un parvis mettant en valeur le bâtiment, une ouverture vers l'étang pour l'accès et le stationnement avec quarante places disponibles, le réaménagement du terrain multi sport jouxtant la maison de quartier.

De plus, une aire de jeux a été ouverte au public. Enfin, un accès handicapé a été installé du haut de la parcelle jusqu'à la plage. La composition végétale du projet s'appuie sur des essences déjà présentes sur le site, assortie d'essences plus florales donnant un aspect de jardin avec les embruns. L'implantation de végétaux, à proximité immédiate des bâtiments, par effet immédiat d'évaporation, a permis de participer à l'établissement d'un microclimat et ainsi de lutter contre les phénomènes de réverbération et de réchauffement.

Jean-Pierre Enaut

Danielle Garcia :

«Ce n'est que du bonheur lorsqu'on peut améliorer les choses !»

Maire d'Auriol, vice-présidente du Conseil Général des Bouches-du-Rhône, Danielle Garcia mène, depuis près de trois décennies, une politique de proximité qui lui a permis de réaliser son rêve: s'investir dans sa commune.

Maire d'Auriol, vice-présidente du Conseil Général déléguée aux ressources humaines, Danielle Garcia fêtera bientôt ses trente ans d'engagement politique. Pour elle, élue de terrain, la politique est un choix déterminé. «A 31 ans, j'ai arrêté toute activité -j'étais agent immobilier. J'avais envie de faire quelque chose, de m'investir dans ma commune... Et quand le maire d'Auriol Lucienne Martin m'a proposé de m'investir, j'ai dit oui tout de suite! J'admire ceux qui s'occupaient de la ville».

On est alors en 1983 et Danielle Garcia, empruntant les pas d'un oncle jadis conseiller municipal, se retrouve élue apparentée socialiste. «Le maire m'a proposé de m'occuper des affaires sociales... J'ai accroché tout de suite. Je m'occupais des personnes âgées, de l'entraide... J'ai mis en place les restos du cœur sur la commune...». L'engagement politique la passionne -«Dès qu'on met un pied dedans... Il y a tellement de choses à apporter!» lance-t-elle dans un sourire- si bien qu'on la retrouve réélue aux municipales de 1989, décrochant cette fois le poste d'adjointe aux affaires sociales. Mais six ans plus tard, en désaccord avec le maire sortant, Danielle Garcia mène sa propre liste. Et rate l'élection de 60 voix. «Je n'avais pas voulu m'allier avec une autre liste, préférant rester dans l'opposition». Six ans encore et on la retrouve victorieuse au second tour. «Cette fois, j'accueillais des élus de droite sur ma liste et nous étions élus avec plus de 60% des voix!». La voilà Maire d'Auriol. Un poste qu'elle renouvellera haut-la-main, dès

le premier tour- au printemps 2008... La même année elle est élue au Conseil général.

Près de trois décennies après son premier engagement, Danielle Garcia agit avec la même détermination, le même plaisir. «Je n'ai jamais eu de carte de parti, mais chacun sait que je



suis de gauche. L'important, c'est d'aider les gens... C'est difficile, parfois, de dire non, mais ce n'est que du bonheur lorsqu'on peut améliorer les choses». Améliorer sa ville, la rendre plus belle, mieux équipée est sa tâche quotidienne depuis 2001. Gymnase, maternelle, cantine apparaissent au fil des ans. «On enrichit la commune, avec le moulin Saint-Claude, la Bardeline, le château Saint-Pierre qui sont équipés» détaille-t-elle, évoquant également des actions en matière de sécurité. Une politique désinvestissements qu'elle

assume. «On n'a pas beaucoup d'argent, mais les conseil général et régional nous aident. La commune est endettée, mais je n'en ai pas honte: car nous avons réalisé des équipements, travaillé pour les générations futures...».

Entourée de son équipe, Danielle Garcia n'a pas eu à souffrir de sa condition de femme dans un monde politique souvent machiste. «Cela ne pose aucun problème! Ça marche avec tout le monde» assure-t-elle. «Je ne me suis jamais imposée. Être maire, c'est venu comme ça... Au Conseil général ce fut la même chose, je n'avais rien demandé. Jean-Noël Guérini m'a fait confiance et j'ai tout fait pour gagner!». Ce qui compte, c'est, toujours, le travail. «Je ne regarde jamais mes heures, le midi, je déjeune à la mairie. Je n'ai

jamais manqué une commémoration. Je suis toujours présente sur le terrain. J'aime le contact avec les gens». Un travail qui se poursuit activement et se décline aux quatre coins d'Auriol. «Nous aménageons l'Espace Plumier qui accueillera la police municipale, la bibliothèque, les restos du cœur et -enfin!- un Office du tourisme qui n'existait pas à Auriol!». Les antiques fours à carrelages seront conservés... A quelques encablures, à Pont-de-Joux, passe la voie de Valdonne, destinée à accueillir le tram-train de la communauté d'agglomérations. Un projet qui va générer d'importants aménagements. «Un terrain a été réservé pour créer un parking-relais. Parallèlement le quartier sera réaménagé et accueillera des commerces et logements à vocation de mixité sociale». La création d'une salle des fêtes «digne d'une ville de 12.000 habitants» est déjà dans les cartons. Ce sera le «projet-phare» du prochain mandat... Pour autant, Danielle Garcia n'en oublie pas la politique. «L'élection de François Hollande a été une grande joie» lance-t-elle. «Je lui fais entièrement confiance. La France va changer en mieux...».

Souhaitant l'élection d'une assemblée de gauche, l'élue a apporté, comme de nombreux maires de l'Agglo, son soutien à Pierre Mingaud, maire de la Penne sur Huveaune, et candidat Front de gauche. «Je ne soutiens pas le parti, mais je soutiens l'homme...».

Julien David

Au Pagnol, à Aubagne, le 7ème art côtoie l'opéra

Au cœur d'Aubagne le cinéma Le Pagnol est plus qu'un cinéma: un lieu de culture et de passion. La Passion du 7ème art bien sur, partagée par l'actuel exploitant Gérard Balian, sa fille Magali, directrice de la structure et leur équipe. Ici, c'est le plaisir de déguster des moments de cinéma qui domine. Le plaisir d'en parler aussi, avec les acteurs, les réalisateurs qui viennent régulièrement présenter des «avant-premières». «C'est toujours difficile de faire venir des équipes de film sur Aubagne. Les producteurs privilégiant les multiplex, mais nous essayons et quelquefois ça marche» confie la directrice. Récemment, le cinéma a accueilli en avant



première une partie de l'équipe de «Chercher le garçon» premier long-métrage de Dorothee Sebbagh. Un moment d'autant plus intéressant que l'œuvre était 100% made in Marseille – réalisateurs, acteurs, décors...

Grâce à une programmation de qualité, des ciné conférences et une politique "art et essai" prisée des spectateurs, les salles obscures du cours Foch gardent de nombreux fidèles.

L'opéra de Londres dans son fauteuil

Mais le Pagnol, aujourd'hui, sait aussi se transformer en théâtre, voire en opéra, avec la retransmission régulière des spectacles en vidéo et en direct du Royal Opera House du Covent Garden londonien ou de La Scala de Milan avec une acoustique incroyable et sans perdre un seul détail. Les œuvres, sous-titrées en français, sont projetées en direct sur l'écran géant, en haute définition et son numérique, grâce à un système de vidéo transmission par satellite. Là également, les spectateurs ont répondu présents. Le dernier spectacle de la saison était «Mayerling», de Kenneth Mac Millan, avec Edward Watson et Mara Galeazzi. Une excellente initiative qui permet aux spectateurs d'accéder aux ballets, opéras...près de chez eux. Une véritable aubaine pour les passionnés d'art lyrique ou les simples curieux. Qu'on se le dise!

Joëlle David

Le sens de l'authentique

Créateur en 2009 à Aix-en-Provence de la société SSB, spécialisée dans la production et commercialisation de produits du terroir, Philippe Guigou vient de lancer une première boutique appelée «Sur le sentier des bergers», au cœur de la rue commerçante d'Aubagne. Ce point de vente vient ainsi renforcer l'offre composée de 130 références déjà présentes sur deux cents lieux.



Importateur et distributeur de barbecue pendant dix-sept ans, Philippe Guigou a souhaité sublimer les cuissons de viandes et de poissons avec toute une palette de marinades et de sels fruités et corsés. C'est à partir de ce désir qu'il a mis en place sa société intitulée «Sur le sentier du berger». En reprenant fort intelligemment le concept universel des bergers, son ambition était de faire partager les goûts d'antan et les saveurs d'ailleurs de produits authentiques. Sa marque perpétue ainsi judicieusement, avec un large éventail

de saveurs subtiles et de parfums du terroir, cette tradition généreuse véhiculée par les bergers, lors des transhumances au cours desquelles ils ramenaient récits et récoltes. «Ma volonté a toujours été d'avoir une connotation provençale, sans pour autant l'illustrer avec des santons et des cigales», avoue t-il. La gamme très éclectique comprenant près de 130 références gourmandes artisanales intègre aussi bien des biscuits apéritifs que des gâteaux «maisons» aux parfums d'enfances, craquants ou moelleux, délicieusement savoureux!

Une production artisanale

C'est tout d'abord une belle collection de préparations artisanales élaborées dans les Alpes de Haute-Provence avec des tapenades, des anchoïades, des crèmes de légume voire des compotes succulentes. «Nous proposons une compotée de légumes grillés préparée avec des légumes mûrs à point, gorgés du Soleil de Provence. C'est un pur moment de plaisir intense à déguster sur des feuilles de pain !», confie cet épcurien. À cela s'ajoute

une kyrielle de produits savoureux comme des soupes de poisson, des sardines, des terrines mais aussi des pâtes traditionnelles ainsi que des panetons venus d'Italie. Dès le départ, il a mis l'accent sur la qualité des produits et du packaging. Depuis près de trois ans, ses efforts en la matière ont été couronnés de succès puisque les produits sont largement présents, sur plus de deux cents points de vente dont une quarantaine de magasins Truffaut mais aussi Lafayette Gourmet, le Printemps dans la capitale. Le rayon épicerie fine se développe d'ailleurs de plus en plus au fil des ans dans les grandes surfaces. Fort de ce succès dû certes à une nouvelle tendance en matière de distribution et de consommation mais aussi du remarquable travail entrepris, notamment sur les salons professionnels, Philippe Guigou s'est lancé un nouveau défi en ouvrant une boutique à Aubagne. «C'est une suite logique car cette décision était intégrée dans le plan de développement. Le choix de la ville de Pagnol correspondant à la typologie des produits s'est imposé naturellement», confie t-il. À l'avenir il compte ouvrir deux nouvelles boutiques, l'une à Manosque et l'autre à Aix-en-Provence. Pour l'heure, il souhaite s'atteler à développer la gamme en l'élargissant en septembre à 160 produits, en misant sur un renforcement des biscuits apéritifs avec quarante références contre quinze actuellement.

Jean-Pierre Enaut

«Nous essayons de créer du lien dans les quartiers sensibles»

Les marins pompiers mènent une action remarquable et en particulier en matière de prévention des violences urbaines. Ils développent des actions de parrainage en prenant sous leurs ailes des jeunes et en les sensibilisant à cette mission de citoyenneté. Entretien avec l'un d'eux, Thierry Mourre qui mène avec son adjoint Vincent Tavares, une action remarquable dans la cité phocéenne.

Marseille Plus le Mag : Pourriez-vous nous décrire votre parcours ?

Thierry Mourre : Je suis né et j'ai grandi dans le quartier populaire de la Belle de Mai. Après des études chaotiques, je suis entré au bataillon de marins pompiers de Marseille, à l'âge de 18 ans. J'en ai 52 aujourd'hui. Après avoir occupé un grand nombre de fonctions opérationnelles, j'ai, depuis 2009, la responsabilité du service de prévention des «violences urbaines». Cette fonction a été créée après un 14 juillet 2004 mouvementé à Marseille. Dès l'année suivante, un marin pompier a été désigné pour assurer la médiation auprès des jeunes des quartiers dits «sensibles».

Marseille Plus le Mag : Quel est le sens de votre action ?

Thierry Mourre : Aujourd'hui, avec mon adjoint, le Maître Vincent Tavares, nous essayons de créer du lien dans tous les quartiers de la cité phocéenne avec, bien entendu, ponctuellement le soutien des personnels opérationnels répartis sur l'ensemble des seize centres de secours du BMPM.

Marseille Plus le Mag : Quelles sont vos missions ?

Thierry Mourre : Plutôt qu'être qualifié de médiateur, je préfère parler d'actions de sensibilisation, de responsabilisation. Aussi, je me qualifierai d'avantage d'«agitateur de citoyenneté»! Toutes les actions menées, qu'elles soient réalisées avec les acteurs institutionnels ou associatifs ne reposent que sur les valeurs essentielles et fondatrices de notre République!

Le fait que toutes nos interventions soient faites en tenue de marin pompier nous oblige à encore plus d'exemplarité dans nos comportements et dans nos paroles.

Marseille Plus le Mag : En ce qui concerne les jeunes adolescents, comment travaillez-vous ?

Thierry Mourre : S'agissant d'adolescents de 12 à 16 ans, nous essayons de les responsabiliser avant tout! Nous tentons de les convaincre que la citoyenneté et le «mieux-vivre ensemble» sont l'affaire de tous. Nous menons aussi un combat contre la banalisation des actes mais aussi des mots. Ce sont plus de cent actions qui



Un engagement citoyen

Stéphane a 20 ans, sapeur-pompier volontaire dans les Bouches-du-Rhône, BAC Pro «sécurité et prévention», se dirige tout naturellement vers le métier de pompier professionnel. «Cette passion

est née il y a dix ans lors d'une rencontre sur une intervention à la Savine», confie le jeune homme qui réside dans ce quartier. Vincent Tavares remarque alors un jeune garçon très intéressé par les faits et gestes des professionnels. Ils se revoient plusieurs fois dans l'été

et va naître une complicité qui perdure aujourd'hui. Stéphane est aujourd'hui connu de tous les acteurs de prévention, qu'ils soient institutionnels ou associatifs, pour sa disponibilité et surtout son engagement citoyen.

sont menées chaque année dans les collèges, les écoles primaires mais aussi les centres sociaux et nos partenaires institutionnels.

Marseille Plus le Mag : Quel est le bilan de l'année passée ?

Thierry Mourre : En 2011 plus de 6000 jeunes ont participé à des actions où un marin pompier a fait passer un message de citoyenneté. Ils seront encore plus nombreux cette année. Ces échanges aboutissent parfois à un coup de pouce pour un stage de découverte en entreprise et parfois même par un accompagnement pour constituer un dossier d'engagement chez les marins-pompiers!

Marseille Plus le Mag : Vous développez également des projets plus importants. Pourriez vous nous les évoquer ?

Thierry Mourre : Parallèlement à ces actions ponctuelles, des projets plus structurés sont mis en place dans les points les plus «sensibles». Ils sont généralement orientés vers la protection des espaces verts et concernent des cités implantées en bordure des massifs boisés.

A titre d'exemple, les «ambassadeurs pompiers». Initialement dédié aux jeunes du centre social Kalliste-Granière, ce projet s'est étendu à d'autres structures de cités voisines. Comme les années précédentes, la fin de cession

a été ponctuée par un exercice «feux de forêts» dans le massif de l'Etoile. Enfin, nous avons mis en place une structure de «cadets des marins-pompiers» grâce au soutien financier des collectivités locales et notamment des organismes liés à la

prévention de la délinquance ainsi que de l'AGPM.

**Propos recueillis par
Jean-Pierre Enaut**

**Crédit photos :
Bataillon marins pompiers**



Un prix de civisme au Sénat

41 jeunes âgés de 14 à 16 ans (dont 13 filles) ont été sélectionnés dans neuf collèges répartis sur tous les secteurs de Marseille. Pendant vingt deux mercredis, du 4 janvier au 27 juin, ils ont été initiés au métier de marin-pompier mais aussi reçu une formation militaire. Point d'orgue de cet engagement, ils ont défilé le 14 juillet sur le Prado avec leurs aînés, bien évidemment en tenue et au pas! Il est intéressant de signaler que seuls cinq jeunes ont décroché en cours de route... Ce projet a été récompensé par un prix de civisme décerné au Sénat le 14 juin dernier. Les quatre cadets ayant effectué le déplacement à la capitale pour recevoir leur trophée ont été très fiers et émus de représenter l'ensemble de leur promotion.

La médiation sociale, un outil de prévention de la délinquance et de cohésion sociale



Une grande partie des difficultés rencontrées aujourd'hui par la population quel que soit l'âge se rapporte à des actes qui portent atteinte à la «tranquillité publique» plutôt qu'à l'ordre public.

Les conduites à risques et de comportements déviants chez les adolescents en manque de repères identitaires demandent à ce que chacun participe à la réinscription de certains fondements républicains. On se situe alors le plus souvent dans le domaine de l'infra-pénal : troubles du voisinage, occupation intempestive d'espaces publics, provocations verbales ou comportementales, incivilités, petites dégradations... De surcroît, ces actes mobilisent différents professionnels de terrain dans l'exercice de leurs tâches quotidiennes. Dans ce climat social parfois tendu, les solutions traditionnelles, généralement mises en oeuvre, atteignent vite leurs limites puisqu'elles n'ont pas vocation à traiter tous les aspects du problème. La médiation sociale se présente comme une alternative pouvant apporter des réponses nouvelles à ces troubles de la vie quotidienne, en complément des modes d'intervention

traditionnels favorisant de nouvelles formes de présence dissuasive et rassurante auprès des habitants confrontés à des situations conflictuelles provoquant un sentiment d'insécurité. Privilégiant par l'écoute et le dialogue dans toutes leurs dimensions (relationnelles, environnementales, familiales, sociales) l'optimisation des réponses apportées aux besoins des habitants. Si la fonction de médiation a longtemps été perçue avec méfiance, voire même avec un certain mépris, notamment du fait de l'inexpérience des personnes recrutées et de la difficulté à en définir précisément les contours, elle connaît aujourd'hui un regain d'intérêt significatif. Une fiche métier a également été conçue avec une inscription au répertoire des métiers. Cela montre l'intérêt suscité par une fonction devenue un métier en constante évolution, et qui présente dorénavant des garanties d'efficacité et des gages de professionnalisme.



Les différents travaux nationaux auxquels l'association contribue depuis plusieurs années au travers du réseau des acteurs de la médiation sociale France Médiation que cela soit le rapport sur l'utilité sociale et son guide, la mise en oeuvre des outils d'évaluation montre combien la médiation sociale contribue à la cohésion sociale. En effet, la population et les jeunes notamment disposent aujourd'hui d'outils et de services permettant de s'organiser en toute individualité sans tenir compte des autres accentuant pour certains l'isolement, l'absence de communication et de dialogue. C'est un rétrécissement des possibles sociaux pour certains de nos jeunes, qui sont amenés parfois à prendre conscience de leur inutilité dans notre société.

Les médiateurs apportent également une réponse à l'irrépressible besoin de dialogue et de communication de nos concitoyens en leur permettant de mettre des mots sur les angoisses, la détresse, la crise. Par leur démarche «d'aller vers», les médiateurs interviennent ainsi dans plusieurs champs qui contribuent à la tranquillité publique comme abordé précédemment mais intervient au plus près des habitants dans le champ de la cohésion sociale en favorisant les interventions de prévention auprès des mineurs et en restaurant le dialogue entre les différentes populations.

Les médiateurs développent de grandes capacités d'écoute et de compréhension des différentes conduites en jeu, ce qui représente un élément nécessaire de médiation et de construction de liaisons positives.

B.A.



La sécurité : un enjeu essentiel pour la ville

La mise en place de la vidéo projection constituait un engagement fort de la part de la mairie avec son CSU (centre

de supervision urbain) qui est opérationnel et qui fonctionne avec plus de 137 caméras actuellement. Les objectifs devraient atteindre 340 voire 360 en cette fin d'année (les 20 caméras d'écart sont celles de la communauté urbaine dédiées au boulevard de contournement du Vieux-Port). A terme, l'objectif serait d'avoir entre

1000 et 1500 pour 2014 avec des caméras filmant 24h/24 avec des policiers formés et investis.

Le sénateur maire Jean-Claude Gaudin a fait de la sécurité, une véritable priorité. C'est un enjeu à la fois pour la ville et pour ses concitoyens. Il l'a annoncé publiquement et lors d'un point presse avec les médias nationaux. Une nouvelle politique a été mise en place avec un partenariat entre les deux polices et l'installation de la vidéosurveillance. Revue de détails.

Un outil efficace

Pour l'heure, seul le financement de la première tranche avec 340 caméras a été signé (3,5 sur 7 M€ prévus). "Nous avons voté une nouvelle enveloppe de 15 M€ pour continuer le développement et nous al-

lons déposer notre dossier devant le FIPD", explique Caroline Pozmentier. La vidéoverbalisation concernera chaque poste (dès l'ouverture du centre de Salengro). Elle fonctionnera en continu et en réseau entre tous les centres de sécurité. D'ici la fin du mois, la police municipale pourra verbaliser à partir du réseau de caméras de vidéosurveillance installé par la ville. C'est une initiative innovante puisque seules quelques villes en France tentent actuellement l'expérience : Nice (340 735 habitants), Asnières-sur-Seine



Un partenariat actif entre les polices

Le 10 février dernier, le Maire de Marseille et le Préfet Hugues Parant signaient une convention de coordination entre la Police Municipale et la Police Nationale.

Alors que le recrutement des 100 policiers municipaux supplémentaires annoncés au printemps 2011 se poursuit, et que des caméras de vidéo protection sont déployées un peu partout en ville, l'objectif de cette convention est de coordonner les actions des forces de l'ordre. Pour Hugues Parant, «la Police Nationale doit fournir tous les éléments à la Police Municipale sur l'évolution grandissante de la délinquance».

Pour le Maire, Jean-Claude Gaudin, il s'agit aussi de convaincre les marseillais de l'importance accordée à la sécurité, «avec un regard sur janvier 2013». Caroline Pozmentier, son adjointe sur les questions de prévention, estime que «ce ne doit pas être un catalogue de bonne intentions. Il faut que les hommes se parlent sur le terrain pour pouvoir mailler

le territoire, savoir qui fait quoi, et où.» Aux personnes qui émettent des doutes sur la bonne répartition des renforts dans la cité, le Préfet répond : « On ne fait pas la même police partout. On s'occupe de plus en plus et à égalité de chaque quartier, mais pas de la même manière, d'où l'impression que le Centre Ville est plus suivi».

Quant à ceux qui auraient préféré, face aux kalashnikovs, plus de présence effective et moins de coûteuses caméras, jugées peu efficaces voire intrusives par certains, il n'en sera pas fait mention.

Gaëlle Cloarec





(81 603), Cannes (73 372), ou encore Échirolles (35 657). «Mais nous irons, bien au-delà, avec tous les désordres d'ordre public que l'on connaît sur la ville: relevant de la voirie ou du stationnement anarchique», confie M. Beranger, l'un des responsables. Aujourd'hui, la relation police nationale et police municipale est plus forte dans un esprit de partenariat et de respect mutuel des missions respectives. Cette politique s'inscrit dans le cadre d'une stratégie bien définie avec en particulier la convention de coordination signée en février 2012 et l'ouverture en avril du CSU. «Nous avons vraiment une culture partagée entre les deux polices avec de bonnes relations générant une réelle complémentarité», précise Caroline Pozmentier. Puis elle poursuit: «On a tous les jours des policiers nationaux ou des douaniers qui viennent dans le ca-

dre de leur enquête visualiser et s'informer auprès du CSU. C'est aussi et surtout un outil pour la sécurité de nos agents qui sont amenés à se retrouver dans des situations délicates et qui, via la géolocalisation, leur permet d'envoyer des renforts ou de changer le mode opératoire», rajoute t-elle. La préfecture et les services judiciaires semblent eux-aussi satisfaits de ces outils qui leur permettent de visualiser les délits et de prendre les décisions en conséquence. «Cela ne devrait pas exister d'aujourd'hui mais nous avons du en faire une priorité et les résultats sont d'ores et déjà là», assure t-elle.

Une nouvelle approche

Le centre BaseSécur de Marseille permet à la ville de se doter d'une véritable efficacité opérationnelle dans le droit fil des affaires

judiciaires qui n'hésitent plus à utiliser les moyens techniques et technologiques mis à leur disposition telles que les vidéos. Il s'agit bien d'une sécurité opérationnelle car pour Caroline Pozmentier: «Il ne s'agit pas de donner seulement un sentiment de sécurité aux habitants de Marseille, mais bien de contribuer de manière active et efficace au maintien de la sécurité de notre ville». La ville est un centre de convergence pour tous ceux et celles qui désirent participer à son embellissement. «Je suis véritablement à la recherche d'un investissement honnête et loyal dans toutes les causes et dans toutes les situations. Je garde beaucoup de lucidité et de recul. Ce qui compte à mon sens est d'aider à faire reculer les limites sans pour autant être idéaliste», confie t-elle. D'ailleurs, les villes périphériques se sont investi elles-aussi, à moindre échelle,

«Les enjeux de la sécurité sont nos priorités»

Caroline Pozmentier, est adjointe au maire déléguée à la sécurité à la ville de Marseille. Elle s'investit avec détermination pour assurer sa mission avec efficacité. L'enjeu est important: il s'agit d'assurer la sécurité de ses concitoyens pour mieux-vivre ensemble.

Née à Bordeaux, Caroline Pozmentier a grandi avec ses parents à Marseille. Son histoire familiale de «nomades», est faite, comme dans beaucoup de famille d'événements et de moments forts. Certes, celle-ci lui a conféré une écoute, et une vision de l'autre comme lien d'échange de la parole, de l'équilibre et de paix. Après des études de droits, avec à la clé un DEA en sciences pénales et criminelles, elle s'investit avec toute une grande abnégation au sein d'une association caritative qui œuvre pour la défense des plus démunis en France et en Israël. En 1995, dans le cadre des élections municipales, elle participe à la campagne en tant que simple militante dans le secteur où elle vit, le 11^{ème} et 12^{ème} arrondissement. Puis, elle relance à Marseille, la Chambre de Commerce Franco-Israélienne: «Marseille est une mosaïque, une ville multi culturelle et multi culturelle. Je veux la défendre», confie t-elle. La politique l'interpelle et le Maire de Marseille demande à Caroline

Pozmentier d'être porte-parole de sa campagne.

Un fort engagement

Après sa réélection en 2008, Jean-Claude Gaudin lui confie la délégation de la «Police Municipale et Prévention de la délinquance». Proche du maire qui ne s'est pas trompé sur son engagement, elle œuvre chaque jour avec pugnacité à assurer la sécurité de ses concitoyens. «Le maire m'a confié cette mission dans laquelle je m'investis considérablement pour ne pas dire totalement. Les enjeux de la sécurité et de la prévention de la délinquance sont nos priorités». Aujourd'hui, Caroline Pozmentier n'a de cesse, de travailler sur tous les fronts, même si cela suscite des remous. C'est bien une femme de conviction. Elle mène avec toute son équipe un combat pour mieux-vivre dans la cité phocéenne. C'est une des rares femmes de la classe politique à s'impliquer dans la sécurité de sa ville: «J'ai un engagement qui est chevillé



au corps dans tout ce que j'ai pu faire dans mon existence que ce soit au quotidien dans le monde associatif dans mon métier et, aujourd'hui, dans le milieu politique». Puis Caroline Pozmentier explique son action: «Le premier objectif est, à mon sens, la lutte contre la délinquance». Le rôle important d'élue toujours à l'écoute des autres et de coordina-

trice, lui permet d'être prête dès l'ouverture des centres. Ce seront tout d'abord le centre névralgique de Plombières, le premier à être équipé d'une «video verbalisation», et, prochainement celui du centre de supervision de Salengro où chacun des poste le sera.

J.P.E/D.D

REORGANISATION ET MODERNISATION DE LA POLICE MUNICIPALE

- CREATION D'UNE DIRECTION DE LA POLICE MUNICIPALE ET DE LA SECURITE (juin 2012)
- DEMARAGE DE LA VIDEO-PROTECTION ET OUVERTURE D'UN CENTRE DE SUPERVISION URBAIN PROVISOIRE OPERATIONNEL DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012
- INTEGRATION DE 100 NOUVEAUX POLICIERS MUNICIPAUX
- RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES MOYENS TECHNIQUES (Radios, Informatique)
- MODERNISATION ET RENOUVELLEMENT DU PARC ROULANT (voitures, motos, scooters, VTT)
- LANCEMENT D'UN PROGRAMME GLOBAL DE FORMATION DES POLICIERS MUNICIPAUX
- TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE AU SIEGE DE LA POLICE MUNICIPALE
- OUVERTURE D'UN CENTRE DE SUPERVISION URBAIN DEFINITIF (1000 m2, décembre 2012)
- DOTATION DE MOYENS DE PROTECTION « GILETS PARE-BALLES » (décembre 2012)
- ARMEMENT DES POLICIERS MUNICIPAUX D'ARMES DE 4^{EME} CATEGORIE TYPE FLASH-BALL ET TASER (début 2013)
- REORGANISATION DE D'EMPLOI DES POLICIERS MUNICIPAUX – PROJET D'UN NOUVEAU CYCLE (Janvier 2013)

dans ce travail de sécurité des villes qui leur incombe. Sept des douze communes de l'agglomération ont fait le choix d'installer des caméras. Les temps changent et les villes aussi. La vidéosurveillance va changer radicalement l'approche sécuritaire.

Pour Caroline Pozmentier, «C'est un outil indispensable mais aussi un outil d'inculpation. C'est pour nous l'objectif premier de

lutte contre la délinquance». Au-delà des débats, ces outils technologiques sont des outils de persuasion qui, s'ils n'empêchent pas certains faits dans leurs exactions, font réfléchir. La protection des bâtiments publics (places de la mairie, écoles, stades, gymnases, salles des fêtes..) et les actes de petites délinquances et dégradations (tags, vandalismes, vols...) ont vu leurs chiffres reculer de moins 20% dans

la périphérie de la ville sur des communes comme Auriol, Cadolive, Saint Saviourin, Peypin. Les chiffres de la vidéosurveillance en France par la CNIL sont là. Le territoire français compte à présent 935 000 caméras de surveillance. Il s'agit de la somme totale : les caméras de voie publique, celles des transports en commun, des commerces, des entreprises, des distributeurs de billets. On en recense 827 749 dans des lieux ouverts. L'immense majorité des caméras de surveillance sont installées dans des lieux ouverts au public comme les commerces. 827 749 de ce type ont été autorisées depuis 1995. 70 003 caméras de voie publique assurent cette action sur les trottoirs, les axes routiers, la devanture de bâtiments; ce sont les plus visibles.

Ces caméras sont officiellement désignées par le terme "vidéoprotection" depuis la loi Loppsi 2 du 14 mars 2011. Le premier objectif du sénateur maire Jean-Claude Gaudin a été d'accorder une place majeure au dossier de la sécurité de Marseille. Il a réussi à mettre en place une politique alliant conjointement répression et prévention, lutte contre la délinquance, aide aux victimes et soutien des policiers. Son but est de ne pas faire de la sécurité un instrument politique mais bien de la "vidéosurveillance intelligente".

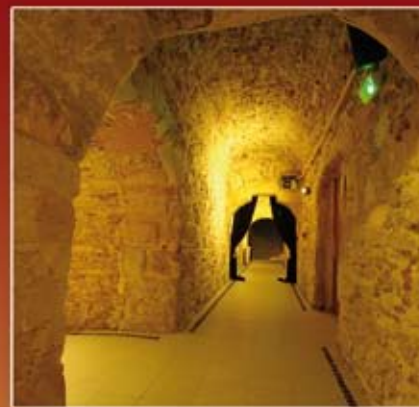
Jean-Pierre Enaut / Djamel Didoune

ZEIN "Un hammam d'exception"

Situé au coeur des anciens arsenaux royaux, sur le vieux port, le Hammam Zein propose une approche du hammam traditionnel, dans un lieu ayant conservé tout le charme des anciens bâtiments datant du règne de Louis XIV.

S'étendant sur plus de 700m², le Hammam Zein de Marseille est un lieu unique, mariant avec élégance l'architecture propre du bâtiment, la décoration et l'ambiance traditionnelle telle qu'on les retrouve dans les hammams orientaux.

Au programme, les rituels du hammam avec les gommages au savon noir et gant de kessa, les enveloppements au rassoul, les massages faits par un personnel qualifié et chaleureux, les soins esthétiques, et la coiffure.
Un moment de pure détente, à partager seul ou à plusieurs!



16, quai de Rive neuve - 13007 Marseille
Tél. : 04 91 59 11 11 - www.zeinorientalspa.fr

«On ne naît pas soldat mais on le devient»



Les jeunes rejoignent l'Armée de Terre pour y exercer un métier hors du commun, synonyme de rigueur, d'enthousiasme et de volonté. Ils acquièrent une formation continue et une première expérience professionnelle, et au-delà même, dépassement de soi, physique et moral, au sein d'un groupe, et in fine un parcours valorisant et une reconversion en fin de contrat. Pour cela, ces jeunes citoyens doivent déterminer de préférence, une quali-

fication professionnelle (CAP, BEP, Bac pro,) ou un niveau d'étude supérieur (Bac +). La durée du contrat initial (renouvelable) peut varier de 1 à 10 ans pour les meilleures candidatures. Un profil physique satisfaisant est nécessaire, tout comme la volonté d'être mobile et disponible.

Trois cursus

L'Armée de Terre, ce sont 400 spécialités réparties en une petite centaine d'em-

ploi initial mais qui donnent accès à un seul métier, celui de soldat. Pour cela, il existe trois types de cursus de recrutement qui correspondent à trois catégories socioprofessionnelles bien distinctes. Les Officiers de carrière (CDI) ou sous contrat (CDD) sont âgés de 18 à moins de 29 ans.

Ils sont titulaires d'une licence au minimum. Recrutés sur concours (de carrière) ou sur dossier (sous-contrat), ils peuvent postuler dans leur domaine de compétence (suivant leur diplôme), mais aussi dans les métiers génériques liés à la défense du pays (exception faite pour le pilote d'hélicoptère recruté avec au minimum un BAC). Après une formation militaire spécifique, ils tiendront des fonctions de commandement dans les unités opérationnelles de l'armée de Terre. Les Sous-officiers

Avec 13.000 jeunes français recrutés par an, âgés de 17,5 ans à moins de 29 ans, de sans qualification jusqu'à bac + 5, de tous horizons et de tous cursus, l'Armée de Terre est l'un des tous premiers partenaires des jeunes dans la bataille pour l'emploi.

sont la cheville ouvrière de l'Armée de Terre. Le corps des sous-officiers occupe une place charnière entre celle des officiers et celle des militaires du rang.

Cadre de contact par excellence, le sous-officier est un homme de terrain, exemple permanent pour ses hommes. Il les commande, les encadre, les forme, les conseille, les guide avec, pour objectif constant, l'engagement opérationnel. Formé à l'Ecole Nationale des Sous-Officiers



«Nous sommes l'un des plus importants recruteurs de la région»

Le capitaine Philippe Boudou, chef du Centre de Recrutement des Forces Armées (CIRFA) de Marseille qui a 27 ans de service, occupe cette fonction depuis désormais un an. Il est en charge de recrutement pour l'Armée de Terre ainsi que de la coordination des actions de recrutement menées avec les bureaux de recrutement de la Marine Nationale et l'Armée de l'Air dans les Bouches-du-Rhône. Entretien exclusif avec les bureaux de recrutement de la Marine Nationale et l'Armée de l'Air dans les Bouches-du-Rhône. Entretien exclusif.

Marseille Plus le Mag : L'armée est un recruteur important. C'est notable en période de crise économique. Pourriez vous nous faire un état des lieux ?

Capitaine Philippe Boudou : En 2011, les armées étaient le plus gros recruteur du département avec

plus de 600 contrats d'engagement signés dont plus de la moitié au profit de l'Armée de Terre.

Marseille Plus le Mag : Quelle est votre secteur ?

Capitaine Philippe Boudou : Situé en bordure de la caserne Audéoud sur la corniche Kennedy dans le 7^e arrondissement, ma zone de responsabilité s'étant sur la partie Sud du département. Le nord du département étant du ressort de mon homologue situé à Aix-en-Provence.

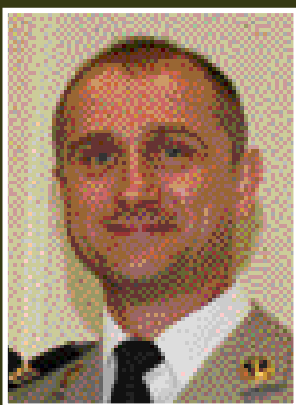
Marseille Plus le Mag : D'où proviennent les jeunes qui viennent vous rencontrer ?

Capitaine Philippe Boudou : La majeure partie des jeunes qui s'engagent dans mon secteur sont issus de Marseille intra-muros (60%), les autres venant des autres centres urbains du département (La Ciotat, Aubagne, Martigues, Marignane, Istres, Salon).

Marseille Plus le Mag : Comment peut-t-on vous contacter ?

Capitaine Philippe Boudou : Le centre est ouvert du lundi au vendredi toute l'année. Nous assurons aussi des permanences sur des sites répartis dans Marseille ainsi qu'à Martigues, Marignane, Salon, Istres. Les horaires et coordonnées sont accessibles sur le site: devenezvousmême.com. Il est possible de nous contacter via le site, par téléphone (04 91 01 54 40) ou directement en se rendant au centre. Une équipe de conseillers en recrutement est présente pour informer dans un premier temps, puis dans un second temps engager les démarches de recrutement pour ceux qui sont intéressés.

Propos recueillis par Jean-Pierre Enaut



d'Active (ENSOA) de Saint-Maixent, le sous-officier reçoit une formation militaire, physique, morale et académique. Il acquiert un style de commandement fondé sur la fermeté et l'attention permanente portée aux subordonnés, ainsi que l'autonomie et l'initiative, ferments d'un comportement de cadre exemplaire. Agé de 18 à moins de 25 ans et titulaire au minimum d'un BAC, ils sont re-

crutés avec un premier contrat renouvelable de 5 ans.

Par la suite, ils peuvent accéder au statut de sous-officier de carrière ou d'officier. Les militaires du rang représentant le plus grand effectif de l'Armée de Terre, ils ont une fonction d'exécutant avec des possibilités de progression vers les statuts de sous-officier et d'officier.

Postulant dans une cinquantaine de métiers génériques, ils peuvent évoluer vers 400 spécialités par la suite. Exclusivement recruté sous contrat renouvelable, en qualité d'engagé volontaire de l'armée de terre (EVAT ou VDAT), ils peuvent pour les meilleurs atteindre 27,5 ans de service en fin de carrière. Ce statut est ouvert à tout français, âgé de 17 ans et demi et moins de 29 ans, sans diplôme particulier.

Il n'existe pas de profil type pour être un soldat français. D'ailleurs, «on ne naît pas soldat mais on le devient». Pour devenir ce défenseur de la France, il convient d'avoir quelques aptitudes comme la motivation, l'adaptabilité, la sociabilité, la discipline, la mobilité, la disponibilité, le goût de l'effort et surtout la force morale.

J.-P.E. / B.A.



La délinquance «à col blanc» ou la prise illégal d'intérêt

Maître **Gérald Pandelon** s'est spécialisé en droit pénal des affaires. Titulaire de 2 thèses de doctorat, une en droit privé sciences criminelles, l'autre en science politique, il est un expert dans la délinquance dite "à col blanc", et à ce titre, est souvent sollicité sur ces questions sur toute la France. Il nous explique aujourd'hui les contours d'une infraction, celle de prise illégale d'intérêt. Revue de détails.

L'infraction de prise illégale d'intérêt doit être mise en relation avec celle, plus générale, de la mise en jeu de la responsabilité pénale des décideurs publics, mise en jeu qui, au sein des sociétés modernes, devient de plus en plus aisée à mettre en œuvre. En effet, la portée du principe de responsabilité déborde largement aujourd'hui celui du seul cadre de la loi pénale. C'est dans cette perspective que la mise en jeu de la responsabilité pénale des décideurs publics peut s'exercer même pour des faits non intentionnels car selon les termes de l'article 121-3 du nouveau code pénal «il n'y a point de crime ou de délit sans intention de la commettre». Sous la section du Code Pénal intitulée «des manquements au devoir de probité», le délit de prise illégale d'intérêts peut donc, en théorie, être commis par une personne bien intentionnée, mais peu expérimentée en matière de gestion administrative des collectivités territoriales. Au surplus, la question de la connexité d'autres infractions pénales dont le strict respect par les décideurs publics locaux devraient être évident (corruption, trafic d'influence, détournements) ou des délits relevant du juge financier voire de la juridiction administrative n'est pas de nature à éviter le risque d'une mise en jeu plus aisée de la responsabilité administrative des acteurs locaux.

Si la négligence constitue un comportement d'omission, en revanche, l'imprudence, dont la définition résulte de deux lois, celle du 13 mai 1996 relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudence ou de négligence et celle du 10 juillet tendant à préciser la définition des délits



non intentionnels, renvoie à une faute de violation manifestement délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité; celle-ci exposant autrui à un risque d'une particulière gravité ne pouvant être ignorée par l'auteur de la faute, c'est dire une faute caractérisée. Le Code pénal n'opère d'ailleurs aucune distinction selon le degré de gravité de la faute et, en consé-

quence du principe d'identité de la faute pénale et civile posé par la Cour de cassation. Toutes sont, en effet, punissables; par suite, les tribunaux interprètent de manière assez large les notions d'imprudence ou de négligence au préjudice des élus locaux, qui ne sont pas des professionnels rompus aux techniques de l'administration territoriale.

Dans un arrêt du 18 décembre 1912, la Cour de cassation avait ainsi estimée que la faute civile de l'article 1383 était identique à la faute pénale des articles 319 et 320 du code pénal (désormais articles 221-6 et 222-19). Or, la faute pénale est, au contraire, par définition intimement liée à ce concept de réprobation sociale impliquant un jugement de valeur morale sur l'attitude du délinquant bien souvent plus sévère s'agissant des décideurs publics coupables de prise illégale d'intérêt. Le délit de prise illégale d'intérêt est effectivement constitué aux termes de l'article 432-12 du code pénal par : «Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende». L'infraction précitée se distingue donc du délit de favoritisme. Dès lors, se rend coupable d'un délit de prise illégale d'intérêt la personne dont l'action s'est réduite à de simples pouvoirs de préparation ou de proposition de décisions prises par d'autres. En cela l'infraction se distingue du délit de favoritisme qui requiert, aux termes de l'articles 432-14 du Code pénal, l'accomplissement d'un acte contraire aux dispositions législatives ou réglementaires ayant pour objet de garantir la liberté d'accès et l'égalité des candidats dans les marchés publics; C'est dans ce contexte que le Sénat a adopté en première lecture le 26 juin 2010 la proposition de loi n° 268 tendant à modifier le délit de "prise illégale d'intérêts".

Intérêt personnel

L'objet de cette modification consiste dans le remplacement de l'expression "un intérêt quelconque" par les termes "un intérêt personnel et dis-

tingent de l'intérêt général". Cette nouvelle définition aurait alors pour conséquence de rendre l'incrimination plus difficile étant donné que l'expression "un intérêt personnel et distinct de l'intérêt général" est plus restrictive que celle "d'intérêt distinct". Selon la jurisprudence, l'intérêt quelconque peut être de nature matériel ou moral, direct ou indirect et il n'est pas nécessaire que les élus en cause en aient retiré un quelconque profit et que l'intérêt pris ou conservé ne soit pas en contradiction avec l'intérêt



communal (Cass. Crim, 22 octobre 2008 n°08-82068). Il a de surcroît été jugé qu'il n'était pas nécessaire non plus que la collectivité ait souffert d'un quelconque préjudice (CA Poitiers, 3 mai 1952). Par conséquent, le but de cette proposition de loi est "d'exclure le délit de prise illégale d'intérêt d'un élu local en l'absence d'enrichissement personnel", ce dont il faut se réjouir, s'agissant, bien souvent, de délits non intentionnels. En effet, l'«intérêt personnel distinct de l'intérêt général» supposait la démonstration d'un préjudice affectant l'intérêt général ainsi que la preuve que sciemment le prévenu en avait retiré un certain avantage. La doctrine demeure toutefois partagée. Certains auteurs estiment que cette précision de texte est nécessaire pour éviter les interprétations excessives et les abus. D'autres considèrent, à l'inverse, que cela s'avère inutile, voire laxiste et que l'incrimination de ce délit répond à des intérêts supérieurs (la protection des biens et de l'ar-

gent public et donc les contribuables) et qu'une certaine sévérité s'avère nécessaire. Il faut rappeler qu'il existe une exception pour les communes supérieures ou égales à 3500 habitants (article. 432-12 al 4 du Code Pénal).

Cet article prévoit des règles simplifiées de passation de marchés car les maires de ces communes ne sont pas employés à plein temps et conservent souvent un autre emploi. Plus récemment, l'idée d'une modification des termes

publics qui se sont rendu coupable de prise illégale d'intérêt en raison d'une imprudence ou ceux des auteurs ayant agi en pleine connaissance de cause; le délit reste toutefois constitué. L'infraction pouvant parfaitement résulter de l'ignorance relative par un agent public de l'environnement institutionnel de la collectivité qu'il devra apprendre à administrer. C'est donc parce qu'elle suppose acquise une expérience que l'élu local ne possède souvent pas encore compte tenu de son parcours professionnel et de la difficulté tout particulière pour appréhender les arcanes du Code Général des Collectivités Territoriales, que la nécessaire vigilance à l'encontre de cette infraction rend nécessaire, outre un climat de confiance entre fonctionnaires et élus locaux, une professionnalisation accrue des titulaires des mandats locaux.

En l'occurrence, davantage de communication publique horizontale entre les élus locaux et leurs fonctionnaires ou de communication institutionnelle verticale entre les nouveaux élus locaux et le parti qui les a investis permettrait de limiter les situations de prise illégale d'intérêt, où les deux acteurs, pour des raisons différentes, auraient tout à gagner. C'est dire suffisamment à quel point l'infraction de prise illégale d'intérêt sur le plan pénal est étroitement liée à un autre intérêt plus général qu'est l'intérêt politique.

Me Gérald Pandelon

Un expert reconnu

Sa clientèle est essentiellement constituée d'élus et de chefs d'entreprises mis en examen dans le cadre de la passation d'un marché public ou d'une infraction de nature économique ou financière. Maître Gérald Pandelon s'est ainsi spécialisé en droit pénal des affaires ou dans la délinquance dite "à col blanc", ce qui le conduit à être désigné aujourd'hui sur tout l'hexagone dans ces matières

souvent assez sensibles au regard des enjeux personnels et professionnels pour ces décideurs mis en cause. Cette infraction, la prise illégale d'intérêt, en dépit de nombreuses propositions de modifications, éprouve toujours autant de difficultés pour intégrer les contraintes spécifiques des décideurs publics et privés.

JPE



Frédéric Perrin: un acteur de premier plan

Ancien directeur du marketing du cinéma de Plan de Campagne, Frédéric Perrin assume la direction depuis plus de dix huit mois du Prado qui joue un rôle majeur dans le paysage cinématographique marseillais. Sa mission consiste à impulser une politique de développement de cet établissement de onze salles situé en centre ville. Entretien exclusif.

M+ Le Mag : Pourriez vous tout d'abord nous relater votre parcours ?

Frédéric Perrin : J'ai débuté en 1981 en tant qu'opérateur projectionniste au cinéma Cézanne à Aix en Provence. Cela fait donc plus de trente ans que je travaille dans ce secteur. J'ai arrêté l'école très tôt. J'ai repris mes études ultérieurement avec une licence de communication et de marketing. J'ai été, par la suite, assistant de Marcel Guillaume, propriétaire des salles aixoises.

M+ Le Mag : Le service militaire n'a t-il pas créé une rupture pour vous ?

F.P : En effet, il n'y avait plus d'opportunité à Aix. J'ai assuré la direction du cinéma Chambord pendant deux ans puis je suis rentré chez Pathé et j'ai assuré la direction du Pathé Madeleine pendant sept ans. J'ai ensuite assuré les fonctions de directeur marketing à Plan de Campagne en poursuivant notamment la venue de comédiens et de réalisateurs. J'ai ensuite quitté Pathé en 2010. Je détiens depuis plus de deux ans la direction du cinéma Prado qui dispose de vingt deux salariés et fait partie du groupe UGC méditerranée présidé par Raoul Aubert. Ce complexe comprend qui compte sept cinémas à Nice, Cannes, Montpellier, Avignon et Marseille va bientôt disposer d'un ensemble de douze salles à Vitrolles. Le permis a été déposé.

M+ Le Mag : En quoi consiste exactement votre activité ?

F.P : Elle a tout d'abord consisté à dynamiser ce complexe de onze salles avec un cahier des charges lourd et en particulier un lifting général. Il s'agissait ainsi de remettre aux normes les salles en les passant au numé-

rique. Les travaux ne sont pas encore achevés. Elle avait aussi pour objectif de relancer sur le plan culturel ce complexe en fonction de la typologie de la clientèle. En un an, nous avons accueilli dix sept équipes de films grâce aux distributeurs qui nous ont soutenus.

M+ Le Mag : Le résultat est t-il à la hauteur de votre espérance ?

F.P : Nous disposons de onze salles de 80 à 330 fauteuils. Nous sommes un des plus grands complexes en centre ville. Nous avons accueilli 550.000 spectateurs contre 1,2 à la Valentine et 1,5 à Plan de Campagne. Néanmoins, nous n'avons pas de stationnement. C'est un frein.

M+ Le Mag : Vous avez initié de multiples actions, notamment avec la projection de films en version originale. Pour quelles raisons ?

F.P : En effet, nous présentons souvent des versions originales comme «My week with Marilyn» ou encore «Two days in New York» qui a été présenté au Chambord. Nous jouons d'ailleurs la carte du partenariat avec ce cinéma du groupe en présentant des films dans la continuité du Prado. Il fait d'ailleurs partie d'un plan de modernisation. Nous ne mettons pas à l'affiche des films art et essai car nos confrères à proximité s'en chargent. Par contre, nous mettons en avant des petits films qui nous tiennent à cœur comme «El Gusto».



M+ Le Mag : Vous optez pour le spectacle vivant. Cela peut paraître surprenant !

F.P : Nous programmons ponctuellement des spectacles comme Ali Bougueraba ou le groupe «l'm from Barcelona» sur des jours et des séances à faible intensité comme le dimanche, le lundi et le mardi soir. C'est terrible mais le cinéma ne suffit plus à lui-même. Il faut donc trouver des palliatifs!

M+ Le Mag : Avez vous des regrets quant à l'absence d'un véritable festival de cinéma à Marseille ?

F.P : Il en existe néanmoins plusieurs. Nous accueillons d'ores et déjà deux festivals, celui du festival du film méditerranéen et celui du cinéma espagnol. J'espère que la ville les soutiendra en leur accordant plus de lisibilité. Nous avons accueilli un festival de cinéma chinois en juin 2012 avec quatorze films en avant-première. L'expérience sera réitérée.

M+ Le Mag : En tant que directeur de salle, vous vous impliquez dans la vie de la cité ?

F.P : Nous sommes sollicités sur des projets et nous répondons le plus souvent favorablement comme avec Soliane, une association destinée à aider des personnes handicapées.

Propos recueillis par
Jean-Pierre Enaut

La nouvelle place de l'opéra

«Nous avons observé le succès de cette initiative et les résultats du travail du groupe Pathé avec l'Opéra de NewYork. Nous avons alors passé un contrat avec un distributeur pour diffuser des œuvres du Royal Opéra

House de Londres. Nous nous sommes dotés d'un équipement perfectionné (son HD parabole satellite). Le score de cette première année est positif avec plus de deux cents personnes par séance. Nous avons signé pour

une nouvelle saison du 26 septembre 2012 au 18 juin 2013. Au programme: Carmen, Le lac des cygnes, Casse noisette, la Bohème, Nabucco».



Eliane Zayan : Chantre de l'humour au féminin

Passionnée et volontaire, Eliane Zayan dirige depuis vingt ans le théâtre de Tati, spécialisé dans l'humour et préside depuis 1996 le Festi-Femme, seul festival dédié à l'art et l'humour au féminin. En 2008, elle s'engage dans la politique avec la ferme ambition œuvrer pour valoriser cette discipline et redorer l'image de Marseille. Essai transformé.

Après des études d'herboristerie avec à la clé un diplôme de technicienne en pharmacie, Eliane Zayan s'adonne pendant dix ans à cette activité puis s'investit dans un centre de diététique et de remise en forme. C'est au sein de ce centre qu'elle accueille une dizaine de jeunes comédiens «pour faire plaisir à une amie», confie t-elle. Les jeunes talents d'hier qui ont fait leurs débuts à La Classe comme Roland Magdane, Didier Gustin, Eric Collado, Franck Dubosc, Elie Semoun et devenus à présents des artistes talentueux étaient ses hôtes. Eliane Zayan s'attèle alors à mettre en place un véritable projet qui mûrit au fil des mois. C'est en 1992 que naît le Quai du Rire. «Il s'agissait d'un lieu d'accueil de jeunes artistes misant avant tout sur la convivialité», aime t-elle à rappeler. Le travail, l'art de découvrir de jeunes talents et la pugnacité font merveille. Le Quai du Rire donne alors naissance au théâtre de Tati puis à l'Archange. Les humoristes en herbe d'hier devenus des stars comme Titoff aiment venir présenter leur spectacle chez leur «Tatie bien-aimée». C'est d'ailleurs cette atmosphère chaleureuse que l'on retrouve dans le Festi-Femmes, seul festival dédié à l'art et l'humour au féminin qui a fêté cette année ses dix huit printemps. «Nous avons rajouté l'art dans toutes ses composantes avec notamment une superbe exposition sur les métiers du bâtiment au féminin», précise cette femme courageuse qui a toujours souhaité faire changer les mentalités et le regard de tous sur la femme. Pour atteindre cet objectif, elle met à l'honneur des femmes confirmées et tente de promouvoir de jeunes talents. La comédienne Marianne Sergent était fort dubitative sur ce projet car la perception des femmes était assez ancrée. C'était sans compter la détermination d'Eliane Zayan qui s'est investie avec abnégation sur ce projet. «Le public très sévère déteste la facilité et la vulgarité. J'avais besoin de croire en ce projet et j'avais la ferme volonté de réussir», assure t-elle. Le succès sur scène de Nicole Ferroni, devenue pensionnaire, de Louise

Bouriffé, d'Edmonde Franchi, d'Isabelle Parsy, de Noëlle Perna, ou encore de Florence Foresti n'ont fait que conforter les qualités d'Eliane Zayan et en particulier sa grande perspicacité. Le producteur de Noëlle Perna n'est t-il pas venu la chercher sur Festi-Femmes ? Le succès public ne cesse de croître puisque l'an dernier plus



de 5600 spectateurs sont venus lors des quatre soirées, deux au Toursky et deux au Silo.

Pour sa prochaine édition du 5 au 9 mars 2013, deux parrains prestigieux, Roland Magdane et Marianne Sergent, seront présents, sans compter tous ceux qui ont ponctué les précédentes manifestations comme Jean-Luc Lemoine, Stéphane Guillon et le fidèle Titoff. «Je n'attends pas de reconnaissance. Je suis toujours contente pour les autres», aime t-elle à évoquer. Si Eliane Zayan va au bout de ses convictions, elle regrette pourtant que son action soit oubliée de Marseille Provence 2013. «L'humour est une discipline populaire, un moyen de s'élever dans la vie». C'est en 2008 qu'elle s'engage dans la vie politique avec une volonté farouche d'œuvrer pour le bien de la société et de

ses concitoyens. «J'ai trois délégations, tout d'abord les spectacles de rue (feu d'artifice, carnaval et fête du vent qui totalisent plus de cent mille personnes), l'industrie culturelle et le cinéma», précise t-elle. C'est dans ce cadre là qu'elle a souhaité initier une mission Cinéma et Audiovisuel qui va fêter son troisième anniversaire.

Cette mission comprend en premier lieu l'accueil de tournages de films, séries TV et spots publicitaires avec notamment «Comme les cinq doigts de la main» d'Alexandre Arcady ou «L'Italien» d'Olivier Barroux. La ville attire également de plus en plus de séries comme «Enquête réservée», «Les Toqués» et naturellement «Plus belle la vie», véritable phénomène de société qui rassemble chaque soir plus de six millions de spectateurs. Elle s'est attelée également à transformer une partie des anciens locaux de la maternité de la Belle de Mai. «Ces décors (3000m²) loués pour six mois à France Télévision pour le tournage de la série «Enquête réservée», puis pour six mois à nouveau pour la série «Les Toqués», ont à nouveau été réservés», confie fièrement Eliane Zayan.

Enfin, la mission Cinéma assure le développement d'une réelle offre de services à destination des professionnels (pré repérage, assistance logistique, mise en relation avec les entreprises locales, forum emploi) qui contribue à l'essor économique et au rayonnement de Marseille sur cette filière. «Je suis très heureuse de l'envergure qu'a pris cette activité conférant ainsi à donner à la cité phocéenne, l'image d'un véritable plateau de cinéma», souligne t-elle. En fait cela s'inscrit avec acuité dans la stratégie de développement de Marseille et sa vocation d'accueil de grands événements. «Nous devons envisager une politique d'attractivité orientée vers des projets durables et socialement utiles. Le cinéma est une des filières qui détient un fort potentiel de développement».

Jean-Pierre Enaut



Marseille Plus PROVENCE le Mag'

L'actualité économique, culturelle et politique de Marseille

- ➔ Retrouvez toute l'action des quartiers et des grands travaux de Marseille et sa région
- ➔ Journal gratuit distribué auprès de nos partenaires, commerçants et associations
- ➔ Télécharger gratuitement la version digitale de Marseille + sur : www.marseille-plus.fr



POUR COMMUNIQUER SUR MARSEILLE PLUS LE MAG :

Port. : 06 64 01 99 21

Site web : www.marseille-plus.fr

E-mail : info@marseille-plus.fr

boualem.aksil@gmail.com



Le moine des cités

Henry Quinson, surnommé «le Moine des Cités», est membre fondateur de la Fraternité Saint Paul dans les quartiers Nord de Marseille. Un étonnant parcours !

Franco-américain, Henry Quinson est né à Neuilly-sur-Seine en 1961. Après des études économiques et sociales à la Sorbonne et Sciences Politiques, tout le conduisait à devenir banquier comme son père, mais à vingt ans, il vit une expérience spirituelle indécidable: «C'était en 1981, je menais une vie de jeune bourgeois inconscient et de parfait petit consommateur mais il y avait en moi une

conte-t-il. Ainsi Henry entre dans le monde de la banque, il devient trader, mais les temps ont changé, c'est le début des crises successives, la montée de la spéculation, le grand boom de la finance, «en quatre ans j'avais dépassé le salaire de mon père, confie-t-il, je sentais mon travail surpayé et socialement inutile, un minimum de conscience et on a très vite envie de démissionner.»



La vie monastique

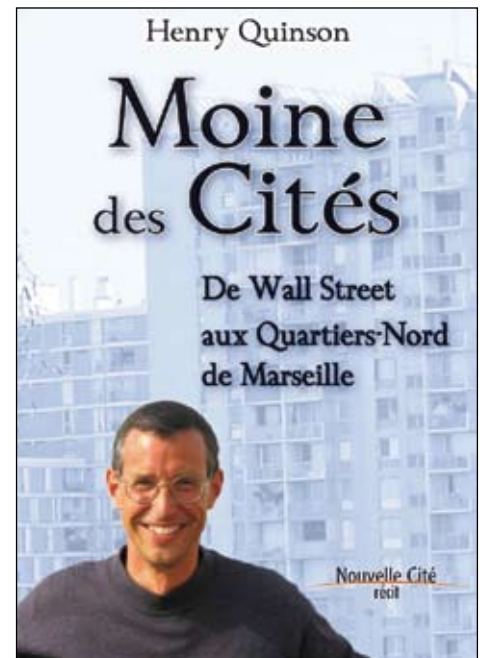
C'est alors la rupture totale. Henry entre à l'abbaye de Tamié en Savoie. «Bien sûr, comme une plante qu'on change de pot, il a fallu refaire ses racines. Cinq ans de prière, de recueillement, de méditation, de contemplation. Mais j'avais besoin d'autre chose, je sentais que je n'étais pas fait pour faire des fromages toute ma vie, j'avais envie d'être utile pour les autres, d'aider mon prochain. Et puis j'ai eu une vision: je me suis vu faire l'école aux maghrébins de Marseille, ville qui m'était totalement inconnue!»

La fraternité universelle

Cette vision va devenir réalité. En 1997, il fonde avec Karim de Broucker la Fraternité Saint Paul, une association loi 1901 et une communauté spirituelle fortement engagée dans l'accompagnement scolaire des jeunes. Il ne s'agit pas pour Henry Quinson d'évangéliser les musulmans qui vivent là mais de s'occuper du quartier et de ses habitants, de les aider tout simplement. Pour cela, ils sont

quatre aujourd'hui à habiter dans la cité HLM en cours de réhabilitation, «c'est pour être avec les gens, pour qu'il y ait un transfert de confiance sur la base d'une proximité dans la durée, nous voulons pour cela vivre parmi eux, ajoute-t-il, la fraternité universelle, c'est mon projet ». Tous les quatre ont un travail qui leur permet de gagner leur vie – Henry est professeur d'anglais dans plusieurs éta-

insatisfaction, une frustration. C'est alors que j'ai lu par hasard Les Lettres du Désert de Carlo Carretto. Il invitait à expérimenter Dieu. Je me suis agenouillé dans ma chambre et j'ai fait comme Charles de Foucauld, j'ai demandé à Dieu de se faire connaître à moi. J'ai senti alors une présence bienfaisante au plus profond de mon être. Il était venu!» ra-



blissements – et il y a une soixantaine de bénévoles qui travaillent à la Fraternité, surtout pour faire de l'accompagnement scolaire. Beaucoup sont des retraités et des jeunes, mais n'importe qui est le bienvenu!

L'engagement des bénévoles

Un bénévole s'engage en principe pour un an après une période d'essai, et ce pour au minimum une heure par semaine. Tout le monde y gagne, les enfants des cités bien sûr, mais aussi les jeunes bénévoles, qui sont quelquefois issus de l'immigration et donnent l'exemple. «De même quand les élèves de Lacordaire viennent faire du soutien scolaire, c'est une très bonne expérience, ils ont souvent de très bons rapports avec les jeunes des cités. C'est toujours une ouverture d'esprit pour les uns et les autres, la diversité, le mélange, tout cela permet de déconstruire l'univers mental de certains jeunes de ces cités qui est souvent figé, comme l'est aussi celui des jeunes gens plus favorisés» reprend Henry Quinson. Aujourd'hui l'ancien trader, et ancien moine, donne souvent des conférences sur le thème de la spiritualité et la crise financière. Mais Henry s'est surtout fait connaître du grand public en étant le conseiller spirituel du film de Xavier Beauvois Des hommes et des dieux...

Agnès Olive



les beaux jours du dialogue interculturel en Méditerranée

«L'association est née de la volonté d'instaurer un dialogue entre les peuples du pourtour de la Méditerranée et de valoriser le patrimoine et les racines communes», souligne sa Directrice, Margaret DECHENAU. Musique, théâtre, arts visuels : la structure associative organise, depuis plusieurs années, de nombreux événements dans ces trois domaines, en Provence et à l'étranger, dans 74 lieux de diffusion.

Le pourtour de la Mare Nostrum

Notamment connue pour son festival «Chants sacrés en Méditerranée», dont la 21ème édition s'est déroulée cet automne autour du thème «le souffle de vie», ECUME développe d'autres projets ici et ailleurs. Après avoir organisé une exposition-vente d'oeuvres contemporaines à Marseille en partenariat avec la Maison Leclere en février dernier, l'association a récemment participé au Forum Mondial de l'eau en proposant un concert réunissant chants bulgares, espagnols et séfarades autour d'une même ligne artistique «comme l'eau qui coule». D'Alger à Sfax, en passant par Tunis, son exposition itinérante «Regards croisés» présentera jusqu'à mi juin les photographies d'artistes méditerranéens.

Enfin, une série de six concerts prendra place au Musée d'Art Moderne et Contemporain d'Alger, en novembre prochain, afin de mettre la musique contemporaine à l'honneur. Ayant notamment à son actif 24 projets financés par l'Union Européenne, ECUME a réussi à convaincre de nombreuses institutions de soutenir ses actions : le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille (direction des relations internationales), la Communauté de communes du Pays de Forcalquier-Montagne de Lure, la DRAC PACA, divers Ministères (Culture et Communication,

Affaires Etrangères, Jeunesse et Sports) ou encore les Consulats généraux de Marseille.

Un vaste réseau de coopération

ECUME développe un programme de coopération pour l'enseignement artistique supérieur qui s'appuie sur l'animation de trois réseaux : les écoles des Beaux-Arts, de musique et de théâtre. La structure marseillaise organise ainsi, chaque année, une rencontre itinérante réunissant directeurs, enseignants, étudiants et professionnels.

Ce qui lui a permis d'étendre, au fil des ans, son territoire de coopération qui regroupe aujourd'hui 28 pays et 116 villes associées, d'Alexandrie à Lisbonne en passant par Ankara, Jérusalem-Est, Amman ou encore Damas. «Nous avons développé une véritable expertise en matière de coopération dans le domaine culturel, en nous appuyant sur les forces vives existantes dans chaque pays. Sans ces relations basées sur la confiance et les valeurs humaines, les événements que nous organisons ne pourraient exister», explique la responsable. Une dynamique qui a fait des émules, puisque de nombreuses structures «soeurs» ont été créées dans différentes villes : Alexandrie, Séville, Gênes, Tanger-Tétouan, Thessalonique, Tunis et même Londres.

Coline Paris

2013 : L'ANNÉE DES 30 ANS

Créée en 1983 par Omar-Daniel BELLI, l'association soufflera ses 30 bougies en 2013. Au fil des ans, l'association qui emploie aujourd'hui 4 salariés, a été sollicitée pour participer à de nombreux événements internationaux d'envergure : l'exposition universelle de Séville (1992), Beyrouth Capitale mondiale du livre (2009), diverses Capitales Arabes de la Culture (Tunis 1997, Alger 2007, Damas 2008, Jérusalem 2009) et Capitales Européennes de la Culture (Thessalonique 1998, Gênes 2004, Istanbul 2010). Une expérience précieuse que l'on penserait tout naturellement à même d'enrichir la programmation de Marseille Provence Capitale Européenne de la Culture 2013. Pour l'heure, aucune suite n'a été donnée aux trois projets déposés par ECUME.

LE SON POP-ROCK À MARSEILLE



ÉCOUTEZ RTL2 EN DIRECT DE MARSEILLE
TOUS LES JOURS DE 13H À 17H.

marseille.rtl2.fr



VILLA
PASCAL

SOMPTUEUX HÔTEL PARTICULIER XIXÈME SIÈCLE, RÉCEMMENT RÉNOVÉ, LA VILLA PASCAL APPARAÎT COMME UN CADRE FABULEUX COMBINANT LUXE CONFORT ET EXCLUSIVITÉ POUR VOS ÉVÉNEMENTS.

IDÉALEMENT SITUÉE DANS LE CARRÉ D'OR DE MARSEILLE, LA VILLA PASCAL PRÉSIDÉ PAR LE CHARME, REPRÉSENTE L'ESPRIT RIVIERA AVEC SON JARDIN LUXURIANT.

SA PARFAITE MODULARITÉ PERMET D'ACCUEILLIR 180 PERSONNES EN REPAS ASSIS, 100 PERSONNES EN CONFÉRENCE ET 300 PERSONNES EN COCKTAIL.



GROUPE VILLA PASCAL

VILLA PASCAL – 4, BIS BOULEVARD RIVET 13008 MARSEILLE

TEL : 06 32 97 39 85 / 04 96 14 00 00

E-MAIL : MARSEILLE@VILLAPASCAL.COM - SITE : WWW.VILLAPASCAL.COM